

# Rapport d'activités 2016

Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France [FCSF]

Centres  
Sociaux



## JEUNESSE ET CENTRES SOCIAUX L'ENGAGEMENT AU COEUR DES PROJETS

p.2 Les moments forts de l'année



p.12 Renforcer nos partenariats et nos alliances



p.18 Mettre en oeuvre notre projet fédéral



p.32 Accompagner le réseau fédéral



Textes : [Fédération des centres Sociaux et Socioculturels de France \[FCSF\]](#)

Images : [droits réservés](#)

Création de la maquette : [Vincent Montagnana](#)

Mise en page : [Nathalie Barraud](#)

Impression :

[Fédération des centres Sociaux et Socioculturels de France \[FCSF\]](#)

# A

u-delà des actions présentées dans ce rapport d'activités, l'année 2016 a envoyé des signaux positifs à notre réseau. L'accord de trois ministres, de trois branches de la sécurité sociale (familles, vieillesse et régime agricole) et de

deux associations d'élus de signer un accord-cadre reconnaissant la richesse pour notre pays d'un maillage de 2100 structures de développement social local fait partie de ceux-là. C'est à dire qu'au-delà des actions structurantes que chaque centre social peut mener sur son territoire, l'addition de toutes ces actions représente une réelle plus-value pour notre pays. Nous avons une responsabilité fédérale de la rendre visible. Pour cela nous devons encore mieux développer la coopération entre centres sociaux et entre fédérations, le partage d'informations, d'outils, d'idées, de projets, de paroles et de réflexions. L'inventivité, l'adaptabilité de chacun doit servir aux autres. La fierté de chaque équipe doit être non seulement de répondre du mieux possible aux questions sociales de son territoire mais de répondre ensemble aux questions sociales posées dans notre pays tout entier.

Notre réseau n'a pas cessé de grandir ces dernières années avec de nouveaux adhérents et la création de nouvelles fédérations. Sans complaisance nous nous interrogeons sur notre avenir. Nous avons lancé des travaux de prospective au cours des journées professionnelles de l'animation globale et des journées de réflexion et débat sont proposées au cours de l'année 2017. La fédération des centres sociaux doit d'abord être la fédération des projets sociaux. C'est ainsi qu'elle restera une fédération ancrée dans le réel, dans l'actualité des territoires, et des questions qui se posent aux habitants pour bien vivre, bien grandir, bien vieillir. C'est ainsi également que nous prouvons



au quotidien que les habitants peuvent utilement prendre part à la construction de solutions adaptées aux problèmes d'aujourd'hui.

Pour finir les belles réalisations fédérales de cette année n'auraient pas été aussi réussies sans alliés. Vous pourrez le lire dans le chapitre consacré aux partenariats. De même qu'un centre social est un carrefour pour proposer, susciter des synergies dans les quartiers, les communes, de même notre mouvement fédéral doit pouvoir créer des alliances pour apporter de la qualité et de la force à nos projets ou apporter de la force aux projets d'autres.

Coopérer resterait-il le mot phare pour les années à venir ?

François Vercoutère  
Délégué général de la FCSF



# LES MOMENTS FORTS DE L'ANNÉE

## Signature d'un accord-cadre national pour encourager un soutien pluriannuel et multi-partenarial des centres sociaux

A l'occasion des Journées professionnelles des centres sociaux (JPAG), Laurence Rossignol (ministre de la famille), Daniel Lenoir (directeur général de la Caisse nationale des allocations familiales) et Bruno Lachenaie (Directeur de l'action sociale de la Mutualité sociale agricole) ont signé un **accord-cadre national** qui lie le Ministère de la famille, la CNAF et la MSA à la Fédération des centres sociaux de France. Les signataires de cet accord cadre affirment pour la première fois ensemble que le développement social local est une forme d'intervention particulièrement adaptée dans le contexte social actuel. Par ailleurs, ils s'engagent réciproquement à tout mettre en œuvre afin que les centres sociaux **poursuivent leur travail de fond dans des domaines aussi divers** que l'éducation, le soutien à la parentalité, la lutte contre l'isolement, etc.,

et favoriser l'engagement citoyen à tous âges. Enfin, ils s'engagent à développer localement le recours à des conventions pluriannuelles et multi-partenariales les plus cohérentes possible avec la durée de l'agrément centre social (4 ans) délivré par les Caisses d'Allocations Familiales. Cet accord, historique pour notre réseau, vient couronner plusieurs années d'efforts pour promouvoir ces « pactes de coopération ». D'autres partenaires apposeront également leur signature sur cet accord début 2017, en particulier la Caisse nationale de l'assurance vieillesse et l'Association des communautés de France. Cet accord vient en outre couronner un dialogue renforcé avec la CNAF depuis plusieurs années, qui s'est notamment matérialisé par la dynamique enclenchée autour de l'observatoire des centres sociaux, SENACS. Ce partenariat se manifeste aujourd'hui autour de plusieurs nouveaux objets de travail : la création, impulsée par le Ministère de la Ville, de plusieurs centaines de nouveaux centres sociaux en quartier « politique de la ville » ; un travail concernant une nouvelle prestation de service « jeunesse » ; et enfin une réflexion visant à mieux valoriser « l'impact social » des centres sociaux. De beaux chantiers en perspective pour 2017 !



## Montée en puissance de l'expérimentation des « Tables de quartier »

L'expérimentation des Tables de quartiers a été lancée en 2014 par la FCSF. L'objectif est de tester les conditions de mise en œuvre en France de cette méthode originale née au Québec, de mobilisation des citoyens, d'organisations d'actions collectives et de négociations avec les décideurs locaux.

La FCSF a un rôle de coordination de l'expérimentation et a noué un partenariat avec le collectif Pas Sans Nous au niveau national, pour partager les avancées et co-organiser les temps nationaux de regroupement. Une quinzaine de tables sont aujourd'hui actives en France et sont portées par des centres sociaux ou par des associations ou collectifs locaux.

De nombreuses actions ont été menées localement, dont voici quelques exemples :

à **Nîmes**, une mobilisation sur l'amélioration de la desserte du quartier en transports en commun a abouti sur la création de navettes dans le quartier ; à **Marseille** un travail de lutte contre les déchets a permis une sensibilisation de la mairie à ce sujet, qui travaille en commun avec les habitants sur cette thématique ; à **Mulhouse**, la mise en marche d'un projet de « maison des habitants » est portée en grande partie par un groupe de jeunes du quartier ; à **Rennes**, pour améliorer l'état des parties communes des immeubles (cages d'escaliers, ascenseurs...), les personnes mobilisées sur la Table de Quartier effectuent un travail de sensibilisation, à la fois des habitants du quartier et de la municipalité ...

Le projet des Tables de quartiers a donc en 2016 trouvé son rythme, avec une forte mobilisation des personnes sur le terrain et lors des séminaires nationaux.

Prochain rendez-vous : **le séminaire de clôture de l'expérimentation en 2017.**



## Une lettre d'engagements réciproques signée avec le CNFPT

**N**ous avons concrétisé avec le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) un dialogue engagé en 2015, par la signature d'une lettre d'engagements réciproques. Celle-ci permet d'ouvrir la voie à l'organisation de formations mixtes, ouvertes à la fois à des professionnels de centres sociaux associatifs et à gestion territoriale. Elle noue également des liens entre les deux organismes autour de la veille sur les besoins de formations des professionnels des

collectivités travaillant dans les centres sociaux. Un nombre important de fédérations a d'ores et déjà noué un dialogue (Loire et Haute-Loire, Aisne, Charente, Yvelines, Gironde, Rhône-Alpes...).

Le Languedoc-Roussillon a co-organisé une formation avec le CNFPT, permettant la prise en charge financière pour tous les salariés participant, qu'ils soient associatifs ou salariés de collectivités locales. Cette dynamique est donc prometteuse pour lever les barrières juridiques qui existent dans la formation professionnelle pour regrouper des professionnels aux statuts différents. Nous encourageons donc les démarches qui visent à faire en sorte qu'ils puissent se former ensemble.



## Le développement des espaces de coopération « Grandes régions »

**L**a plupart des fédérations départementales sont organisées en Unions régionales afin de développer des coopérations entre fédérations et développer les relations avec les institutions régionales. Par ailleurs, 3 fédérations régionales existent, en Bretagne, Languedoc-Roussillon et Centre-Val de Loire. Ces espaces fédéraux régionaux ont contribué à bâtir avec plus ou moins de succès des coopérations politiques et économiques avec les conseils régionaux, portant sur la reconnaissance des centres sociaux en matière de formation, de santé, de citoyenneté, etc.

L'émergence de nouvelles grandes régions demande à ce que le réseau reconsidère son architecture et se rapproche des nouveaux exécutifs.

La FCSF s'est associé aux travaux développés par les fédérations et unions régionales sur les nouvelles grandes régions en Grand Est (participation à un temps de rencontre des fédérations) Occitanie (travaux entre la fédération inter départementale Garonne-Occitanie et la fédération Languedoc-Roussillon, débouchant sur la création de l'Union des centres sociaux Occitanie), en Nouvelle Aquitaine (constitution d'une plateforme de réflexion et coopération avec l'URECSO) et en Bourgogne/Franche Comté (temps de rencontre des fédérations bourguignonnes et du Réseau des centres sociaux franc-comtois).

Dans les Hauts de France, les fédérations Nord, Pas-de-Calais, l'Union régionale Nord-Pas-de-Calais, la fédération Aisne et les centres sociaux de l'Oise ont créé une Union des centres sociaux des Hauts de France.



# JEUNESSE ET CENTRES SOCIAUX : L'ENGAGEMENT AU CŒUR DES PROJETS

Depuis 2010, la FCSF a relancé une réflexion autour de l'action éducative au sein des projets des centres sociaux, et très vite, au cœur des enjeux de cette thématique, la dimension de la jeunesse est ressortie comme prioritaire.

Six ans après, la FCSF propose à travers ce dossier spécial du rapport d'activités de dresser le panorama de toutes les actions nationales menées, qui ont toutes comme porte d'entrée la volonté de renforcer l'engagement citoyen des jeunes.

La dimension jeunesse au sein de la FCSF se structure autour de 4 piliers :

- L'expérimentation, pour essayer d'autres manières de faire, donner envie ;
- La mobilisation de dispositifs ;
- La représentation des centres sociaux dans des espaces de discussion ou de décision sur la jeunesse ;
- Les alliances avec d'autres acteurs.

C'est à partir du travail mené ces 6 dernières années autour de ces piliers que la FCSF proposera en 2017 une motion sur la jeunesse, portée au vote à l'Assemblée Générale de Vogüé.





## Expérimenter une pédagogie de l'engagement

**E**n 2010, la FCSF a réalisé plusieurs vidéos de valorisation de l'action jeunesse dans les centres sociaux, montrant bien comment les dimensions de l'accueil et de l'écoute des jeunes, l'offre d'activités et l'accompagnement de projets étaient bien intégrés dans les projets des centres sociaux, mais les dimensions de l'ouverture citoyenne, de l'engagement, de la prise de responsabilités des jeunes étaient plus marginales, ou moins mises en avant. Ces premiers travaux coïncidant avec le lancement de la démarche de préparation du Congrès de Lyon de 2013, mettant au cœur des échanges le pouvoir d'agir des habitants, le « chantier éducation » s'est vite tourné dans ses réflexions vers la proposition d'expérimenter de nouvelles manières de faire avec les jeunes : c'est le lancement du fameux (!) **Réseau Jeunes des centres sociaux**.

Ce réseau part d'une idée assez simple : et si on réunissait chaque année des groupes de jeunes de centres sociaux, autour d'une thématique de société, pour partager ensemble leur vision du monde, découvrir leurs envies d'agir et avancer ensemble vers plus d'engagement ? Et c'est ce qui se passe depuis février 2012, **6 rencontres nationales** du réseau ont été

organisées, avec selon les années de 60 à 150 jeunes participant, de 14 à 25 ans, de toute la France. Certains jeunes ont participé une seule fois, d'autres participent chaque année, tout comme les centres sociaux représentés, le réseau jeunes n'est pas un club fermé ! Au cœur de son fonctionnement, l'envie de s'impliquer, de se mobiliser pour organiser la rencontre ou simplement être acteur de son bon déroulement. Vous retrouverez l'histoire et le déroulement de chacune des éditions au sein des différents rapports d'activités passés, mais de manière globale, le Réseau Jeunes, c'est: une rencontre accueillie par un territoire, généralement un ou plusieurs centres sociaux ayant déjà participé à une rencontre, préparé sur plusieurs mois avec un groupe de jeunes et d'animateurs, qui définissent ensemble la thématique centrale, le déroulé sur plusieurs jours, et qui s'implique dans l'organisation de l'événement. Au niveau du déroulé, **quelques fondamentaux** : la convivialité, des temps d'échanges entre jeunes, une animation un peu décalée sur un sujet de société (de l'accueil des migrants à la discrimination), du off, des rencontres avec des personnalités ou des personnes engagées, de la bonne humeur et du plaisir de se retrouver ! Qu'est ce que cela produit ? Après 6 rendez-vous organisés, ce qui est visible, c'est la facilité avec laquelle les jeunes se prennent **au jeu du débat**, de l'échange sur des sujets complexes et potentiellement crispants (« c'est quoi être français ? » a été l'un des sujets de discussion à Douai en 2016), ainsi que leur **capacité à prendre**

**la parole en public**, formuler et partager leur opinion. Enfin, c'est la confirmation des intuitions du « chantier éducation » en 2010 : **les centres sociaux peuvent être des lieux qui renforcent le pouvoir d'agir des jeunes**, mais il y a nécessité à renforcer cette dimension dans les projets, donner envie de se lancer face à un public qui peut parfois dérouter les adultes.

Et c'est ce que certaines fédérations ont fait, comme dans la Vienne, où à force de participer (et d'avoir accueilli en 2014 à Poitiers) aux rencontres nationales, les centres sociaux, accompagnés par la Fédération départementale, ont lancé un réseau jeune départemental, un espace en proximité où les jeunes se rencontrent plusieurs fois dans l'année, pour à la fois préparer la rencontre nationale, mais surtout pour organiser des rendez vous locaux dans l'année.

Depuis 2015, le Réseau jeunes a élargi ses frontières, en s'ouvrant à des jeunes d'autres pays, fréquentant des structures membres de l'International Federation of Settlements (IFS – notre fédération internationale !), avec une première rencontre accueillie à Paris en septembre 2015, puis une seconde en Suède en 2016. A travers **cette ouverture** européenne, toujours le souci de renforcer l'engagement des jeunes à travers la rencontre d'autres jeunes, et

de créer les conditions pour qu'ils aient envie d'agir. C'est d'ailleurs ce qui a poussé certains d'entre eux à participer à l'expérimentation en 2016 d'une « **formation de jeunes leaders** ». Une trentaine de jeunes (suédois, anglais et français) se sont formés pendant près de 10 jours (un module à Paris, un module en Suède) à exercer leurs compétences de leadership, pour être sur leur territoire des ressources pour monter des projets d'intérêt général.

Que de chemin parcouru en six ans !

## Des dispositifs au service de l'engagement citoyen !

Outre l'expérimentation de projets, la FCSF est mobilisée sur l'animation de dispositifs concernant spécifiquement la jeunesse, avec pour chacun d'entre eux, le souhait qu'ils puissent être des portes d'entrées dans l'engagement citoyen. La FCSF dispose depuis 2011 d'un agrément national pour l'accueil de jeunes en **service civique** au sein du réseau des centres sociaux et des fédérations. La capacité d'accueil n'a cessé d'augmenter depuis 2011 : d'une quarantaine de missions au démarrage, l'agrément a accueilli



plus de 200 jeunes en 2016. La capacité accordée par l'Agence du Service Civique n'a pourtant été consommée qu'à 60 %. Il reste donc de la place. Le service civique fait l'objet de deux encarts spécifiques dans ce rapport d'activité, en revanche, pour ce dossier, la FCSF souhaitait réaffirmer la plus value de ce dispositif pour proposer à des jeunes (qui connaissent le centre ou pas) **de s'investir dans des projets citoyens**, développant de l'engagement des personnes vivant les actions, et non pas considérer les jeunes volontaires comme une main d'œuvre bon marché, à qui sous-traiter des tâches du quotidien.

La FCSF est par ailleurs membre du **Réseau National des Juniors Associations**, une démarche inter-associative qui permet à des mineurs de créer leur association, faciliter leurs démarches administratives auprès des banques ou des assurances. Plus de 9 000 jeunes expérimentent chaque année la vie associative, mais surtout animent des projets à destination des autres. Cette dynamique est bien connue des centres sociaux, mais pourrait être encore plus appropriée par les animateurs jeunesse dans leur boîte à outils !

Enfin, dans le cadre d'un partenariat avec l'ANCV, la FCSF anime un dispositif **d'Aides aux Projets Vacances** (APV) permettant de soutenir le départ en vacances de jeunes inscrits dans une dynamique de « projet vacances ». Cette démarche, qui rend concret

le droit aux vacances pour tous, est un levier de mobilisation autour de la construction de projets, soutient la mobilité des jeunes et se traduit souvent par l'engagement des jeunes dans des actions d'autofinancement dans le territoire, valorisant ainsi leur place dans la cité. En 2016, près de 700 jeunes ont ainsi construit et concrétisé un projet vacances.

## Porter notre ambition dans les instances nationales et agir avec d'autres

La FCSF représente le réseau des centres sociaux dans plusieurs instances ou comités nationaux sur la jeunesse, où cette ambition de renforcer l'engagement des jeunes est au cœur du message délivré. En 2016, la FCSF était engagée dans plusieurs instances : le comité partenarial mis en place par la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), qui suit les expérimentations de la CNAF en terme de jeunesse, au sein du Haut Conseil à la Famille, à l'Enfance et aux Ages (HCFEA), et au sein du CNAJEP. Au sein des instances, la FCSF met à profit tout ce qui est produit et testé au sein des expérimentations qu'elle mène, notamment ce qui concerne ses pratiques de mobilisation des jeunes, ses méthodes actives de participation et d'animation, qui intéressent fortement les partenaires, eux aussi en quête d'autres manières de faire avec les jeunes.



## Et demain ?

Comme nous l'avons dit, toutes ces actions vont dans le même sens que nos actions jeunesse s'orientent vers un objectif partagé : donner envie à des jeunes de s'inscrire dans des dynamiques de prises de responsabilité ; pas seulement pour mener à bien un projet à leur service mais aussi des projets au service d'un intérêt plus collectif. Les expérimentations lancées par la FCSF mais aussi par certaines fédérations donnent envie de voir se déployer la puissance de notre réseau. C'est à dire inviter le maximum des 1200 centres sociaux adhérents de notre fédération à relever ce défi : oser proposer aux jeunes qui fréquentent le centre social d'aborder des questions de société à partir de leur vie quotidienne, de leurs préoccupations, pour passer de « mon problème » à « c'est une question d'organisation ou de choix de notre société ». Egalement de passer de « c'est trop complexe, on n'y peut rien » à « on doit essayer de faire quelque chose ». Pour cela nous devons mettre nos forces en commun pour développer des pédagogies adaptées, des façons de faire, ouvrir des espaces où adultes et jeunes rêvent et agissent ensemble pour un mieux vivre. C'est l'ambition de la motion qui sera proposée au vote au cours de l'assemblée générale 2017.

## Témoignages de jeunes engagés dans les centres sociaux

(extraits du dossier « Jeunes et engagés » de « C'est Possible ! » - numéro 5)





**Reda, 20 ans, Association Socio-Culturelle Abraysienne, à Saint-Jean-de Braye (Loiret)**

### **« J'ai trouvé ma voie »**

*« Longtemps, je ne savais pas quoi faire de ma vie. Mais c'est en échangeant avec les autres, en m'ouvrant à eux dans le cadre du centre social, en me voyant confier des responsabilités notamment lors des rencontres du Réseau jeunes, que j'ai trouvé ma voie. Le centre social m'a fait davantage grandir que l'école. Son accompagnement m'a conduit à m'engager dans la marine, en tant que comptable logisticien. Avec l'envie de voyager et de mettre mes connaissances et mes compétences au service de l'armée. »*

**Sarah, 16 ans, Centre social de Dorignies, à Douai (Nord)**

### **« Un peu ambassadrice de mon centre social »**

*« Mon centre social était chargé d'organiser, cette année, la rencontre du Réseau Jeunes. Nous nous sommes réunis entre jeunes, avons échangé sur le thème de cette édition, « le partage des cultures », nous nous sommes concertés sur la façon d'accueillir au mieux les autres participants. Nous étions là à leur arrivée, nous les avons accompagnés jusqu'à leurs chambre. Un vrai travail d'équipe, facilité par une bonne ambiance au sein de notre groupe. Cette responsabilité, nous l'avons exercée avec une certaine fierté. Je me suis sentie un peu ambassadrice de mon centre social. »*

**Abdelraouf, 16 ans, Centre social et culturel Europe, à Colombes (Hauts de Seine)**

### **« J'ai compris que j'avais moi aussi un rôle à jouer »**

*« Le jour où la directrice de mon centre social m'a demandé si cela me dirait de participer aux réunions où on décide, avec d'autres adultes, avec des responsables de la mairie, des actions à mener, j'ai compris que j'avais moi aussi un rôle à jouer. J'ai pris conscience que je n'étais pas là uniquement pour m'amuser. Nous collectons par exemple des vêtements d'occasion et de la nourriture. Nous la redistribuons ensuite aux plus démunis, à des SDF et à des réfugiés de guerre, qui sont nombreux à Colombes. Le centre a même invité ces familles qui viennent de Syrie à partager un repas ou à faire connaissance autour d'un match de foot. C'est essentiel d'aider ces personnes qui sont dans le besoin. C'est important la gratuité. Cela fait chaud au cœur de partager avec elles un peu de ce que l'on a. »*



## BILAN 2016 #1

# RENFORCER NOS PARTENARIATS ET NOS ALLIANCES

En 2016, en terme de partenariats, l'année a été marquée par la signature d'un accord-cadre entre la FCSF et ses principaux partenaires, qui fait notamment la promotion de conventions pluri-annuelles et multi-partenariales pour les centres sociaux. Signalons un partenariat renforcé avec le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) avec notamment la création par la FCSF pour le compte de ce partenaire du site [www.conseilscitoyens.fr](http://www.conseilscitoyens.fr). Enfin, notons la qualité du partenariat avec la CNAF, qui se matérialise notamment dans le déploiement de SENACS, l'observatoire des centres sociaux, ainsi que dans deux nouveaux projets: la création de centres sociaux dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et le travail sur une prestation « animation collective jeunesse ».

## Zoom :

### Lancement de la plateforme [conseilscitoyens.fr](http://conseilscitoyens.fr)

Rendus obligatoires depuis 2014 dans l'ensemble des 1050 quartiers prioritaires de la politique de la ville, les conseils citoyens sont des instances de démocratie locale, totalement indépendantes des pouvoirs publics, composées de citoyens tirés au sort et volontaires. Ils ont pour mission de participer à l'élaboration du contrat de ville (la « feuille de route » du quartier prioritaire, élaborée par l'Etat, la collectivité locale et différents partenaires) et, plus largement, ils peuvent jouer un rôle de représentants des habitants du quartier et mettre en œuvre directement des projets qui leur semblent utiles ! En octobre 2016, le Ministère de la Ville a réuni 1 000 conseillers citoyens pour mettre en valeur ces nouvelles instances de participation citoyenne. A cette occasion la FCSF a présenté une plateforme collaborative en ligne, réservée aux conseillers citoyens, qui doit ouvrir un espace de rencontre et d'échange afin que les expériences de chacun profitent au plus grand nombre et qu'une culture commune s'installe: <http://www.conseilscitoyens.fr/>. Elle sera structurée dans le courant de l'année 2017 autour d'un permanent national à temps plein, d'un assistant et de correspondants régionaux.

### Un accord-cadre national entre la FCSF et ses partenaires

A l'occasion des Journées professionnelles de l'animation globale, la Ministre des Familles et le Directeur de la CNAF sont venus poser leur signature au bas d'un accord-cadre avec la FCSF. Cet accord exceptionnel est l'aboutissement d'un long dialogue avec l'Etat et les branches de la sécurité sociale (famille, vieillesse et régime agricole) pour une reconnaissance de l'action des centres sociaux au plan national. L'Etat revendique ainsi un maillage de son territoire avec les 2100 centres sociaux, qui sont autant de structures de développement social local. L'Etat s'engage ainsi avec ses partenaires de la protection sociale et des associations d'élus locaux à faire des centres sociaux de véritables

partenaires des projets de territoires. Ces différents partenaires affirment aussi leur volonté de développer un mode de relation avec les centres sociaux autour de conventions pluriannuelles et pluri-partenariales, se donnant pour cadre le projet social de chaque centre. Les JPAG furent l'occasion pour les premiers signataires de renouveler leur soutien aux centres sociaux ; une seconde « vague » de signatures aura lieu au printemps 2017, à l'issue de laquelle le document sera largement diffusé dans notre réseau pour que chacun puisse faire vivre cet accord localement.

## Et aussi :

### Agence Nationale pour les Chèques Vacances (ANCV)

Dans le cadre de son action sociale, l'ANCV développe des programmes et actions de solidarité pour soutenir le départ en vacances des publics les plus fragiles. La FCSF est partenaire de l'ANCV sur l'un d'eux : les Aides aux projets vacances, qui permettent de construire des projets de premiers départs en vacances collectifs ou individuels de familles, adultes isolés et jeunes, avec un accompagnement social animé par le centre social. En 2016, la FCSF a ainsi coordonné et animé le programme pour le réseau des centres sociaux, qui a permis à 8673 personnes de partir en vacances.

### Union nationale inter-fédérale des oeuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOPSS)

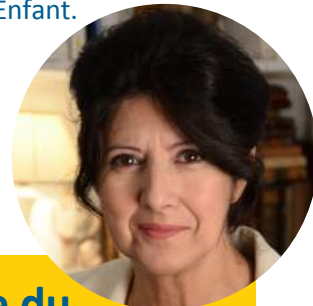
Présente dans les commissions « petite enfance » et « territoires » de l'UNIOPSS, la FCSF est également représentée au conseil d'administration. L'année fut également marquée par la présence d'une délégation de la FCSF au Congrès de l'UNIOPSS à Montpellier. En amont, nous avons participé aux travaux de préparation de ce congrès en animant un temps de formation auprès des salariés de l'UNIOPSS pour rendre plus participatif les ateliers de ce congrès. Sur place nous avons contribué aux travaux de pilotage, animé un atelier et contribué en plénière au travail de synthèse.

## Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE)

La FCSF siège au collège des associations du CNLE depuis 2014, ce qui lui permet d'être inscrit au cœur de l'évaluation et des propositions concernant les politiques de lutte contre la pauvreté. Le CNLE est un espace d'audition d'institutions publiques et d'acteurs associatifs menant des actions, mais c'est également un espace de suivi de la mise en œuvre du plan quinquennal de lutte contre la pauvreté. Au menu des travaux en 2016: rencontre avec Jacques Toubon, défenseur des droits, discussion sur la proposition de loi visant à faire reconnaître la précarité sociale comme critère de discrimination et présentation d'une étude sur l'invisibilité sociale.

## Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA)

Instauré par la loi du 28 décembre 2015, le HCFEA, instance de conseil et de proposition auprès du Premier Ministre, prend la suite du Haut conseil à la famille. Il intègre ainsi la dimension « enfance », c'est-à-dire un regard sur les politiques de la petite enfance et de l'adolescence, et « âge », sur celles en direction des personnes âgées. Le HCFEA a été installé officiellement en décembre 2016, et la FCSF en fait partie, au sein du collège « Enfance et adolescence », qui comporte une soixantaine de membres (le HCFEA en compte plus de 200 !). Ce collège est présidé par Sylviane Giampino, psychologue, et va se pencher sur l'étude de l'impact des « tiers lieux/tiers temps »: ce qui se passe quand l'enfant n'est pas avec sa famille ou à l'école... c'est à dire parfois dans les centres sociaux! De plus, cette instance sera chargée d'étudier la mise en œuvre en France de la Convention internationale des Droits de l'Enfant.



# Témoignage

## 3 questions à Sylviane Giampino présidente du Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA)

### Quelles sont les missions du HCFEA ?

*Sylviane Giampino : Le HCFEA, qui a été installé en décembre 2016, fait partie des services rattachés au premier ministre. Il a pour mission d'animer le débat public et d'éclairer les dossiers dont il se saisit sur les questions intergénérationnelles. Il est composé de trois conseils qui ont leur autonomie mais travaillent en lien : Le Conseil de la Famille, le Conseil de l'Enfance et de l'adolescence et, enfin, le Conseil de l'avancée en Age. L'ensemble compte plus de 200 membres, tous nommés par le premier ministre pour trois ans. Au sein de chaque collège nous travaillons en transversalité dans la mesure où y siègent aussi bien des élus, des administrations, des acteurs associatifs que des personnes qualifiées. Notre objectif, c'est de proposer une vision panoramique des thématiques traitées, de faire tomber les clivages et de mettre en cohérence les différentes facettes d'une problématique.*

### Comment fonctionne le Conseil de l'Enfance et de l'adolescence ?

*S.G. : Ce conseil de 68 membres a inscrit à son programme de l'année trois projets. Le thème central porte sur les tiers-temps et les tiers-lieux des enfants. Ensuite, nous examine-*

*rons certains points relatifs à la convention des droits de l'enfant. Enfin, il participe, comme les deux autres conseils, à la réalisation d'un rapport commun sur le temps et la disponibilité dont disposent les Français pour s'occuper de leurs proches. A noter que le Conseil de l'Enfance aborde tous les sujets qu'il traite du point de vue de l'enfant et de l'adolescent.*

### En quoi était-ce important que la FCSF soit présente au sein de ce Conseil ?

*S.G. : Les membres de ce Conseil conjuguent leurs approches, leurs savoirs, leurs expériences sur les enjeux de développement, d'épanouissement, de socialisation des enfants. Les centres sociaux œuvrent dans tous ces domaines et savent tisser des partenariats sur une grande variété de territoires. Ils ont l'habitude de travailler dans la transversalité et connaissent bien le terrain ; ce sont des acteurs incontournables et des contributeurs pertinents à nos travaux.*



## Association nationale des directeurs de l'éducation des villes (ANDEV)

L'ANDEV est une association qui regroupe des agents territoriaux des collectivités locales. Elle tenait son congrès annuel en décembre 2016 à Brest, autour de la relation entre familles, écoles et villes. La FCSF était invitée à intervenir à triple titre: comme ressource sur les méthodes participatives pour l'animation d'atelier, comme intervenante d'atelier et comme contributrice à la table ronde de clôture. Là encore, c'était l'occasion pour nous d'apporter notre expertise et nos savoir-faire en matière d'animation mais également de contribuer aux débats à partir de l'action des centres sociaux.

## Maires ruraux / UNADEL / Nouvelles ruralités

Sur le terrain de la ruralité, la fin d'année 2016 fut riche. La présidente de la FCSF a rencontré le directeur de l'association des maires ruraux de France (AMRF) et des perspectives de collaborations à venir ont été évoquées. L'UNADEL a ouvert un espace de dialogue avec des partenaires. Nous y avons été conviés et participons ainsi régulièrement aux travaux de ce groupe qui évoque des questions de développement local et de la prise en compte de cette forme d'intervention par les élus locaux. Nous avons enfin été reçus également par le Bureau de l'association Nouvelles Ruralités. Lancée par des élus de départements ruraux, cette association fait le pari de transformer ces territoires souvent relégués en espaces d'une vie de qualité, où le développement économique, social et culturel est possible.

## Branche professionnelle

Le dialogue avec la Branche est de bonne qualité. Nous sommes régulièrement en dialogue avec la salariée de la CPNEF (Commission paritaire nationale emploi formation). Saluons le soutien de la Branche pour son appui à l'organisation des JPAG. Des rencontres régulières ont également lieu entre le SNAECOS (syndicat employeur) et la FCSF. Nous sommes présents ensemble dans certaines rencontres avec

la CNAF pour évoquer les questions liées à l'emploi et aux référentiels de poste.

## Conseil national des villes (CNV)

La FCSF est représentée au CNV par l'une des membres de son Conseil d'administration. Par ailleurs, des centres sociaux ont proposé des candidats pour être membres du 4<sup>e</sup> collège de ce conseil national, composé d'habitants. Cette participation n'est pas toujours facile à mettre en œuvre car ces habitants n'ont pas toujours la possibilité de se libérer pour participer aux instances. Comme membre suppléante du bureau du CNV, la représentante de la FCSF a coordonné la rédaction d'un avis du Conseil sur l'avenir des Fonds pour la Participation des Habitants. Cet avis a préconisé le maintien et si possible le développement de ces lignes financières locales qui permettent de soutenir avec des sommes modestes des projets d'habitants.

## Caisse des dépôts et consignations

Nous avons poursuivi cette année notre partenariat fructueux avec le service Mairie-Conseils de la Caisse des Dépôts (devenu début 2017 Territoires-Conseils): animation conjointe d'un groupe de travail national sur l'impact de la réforme des collectivités territoriales (loi NOTRe) et participation conjointe à des journées départementales, organisées par nos fédérations, pour établir un dialogue autour de la question de l'action sociale des nouvelles intercommunalités et de la place que les centres sociaux peuvent y prendre. Nous avons aussi eu l'occasion en 2016 de collaborer avec le service de la Caisse des Dépôts en charge de l'essaimage des Maisons de service au public (MSAP). Au cours de 4 demi-journées de réflexion réunissant les centres sociaux intéressés et représentants de la Caisse des dépôts, les participants ont pu tenter de voir comment les centres sociaux peuvent participer à ce dispositif sans mettre en cause leur projet de développement social. Ce dispositif peut en effet renforcer une image de « service public » ou de guichet d'informations qui n'est pas le meilleur moyen de renforcer la participation des habitants ! Ces temps de réflexion ont permis d'imaginer des formes d'organisation compatibles aux objectifs de chacun.

## Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Notre partenariat avec la CNAF est toujours riche :

En 2016, la présidente de la FCSF a suivi les travaux du comité de la Charte de la Laïcité et a été élue dans l'instance qui instruit les dossiers de situations problématiques face à la laïcité dont la CNAF est saisie. Nous nous réjouissons que l'observatoire SENACS fasse l'objet à partir de l'automne 2016 d'une saisie par l'ensemble des centres sociaux en France (voir encadré). Nous disposons d'un outil partagé d'observation des centres sociaux par et avec eux. Cette base de données ainsi constituée nous allons pouvoir, dans les années à venir, être toujours plus pertinents pour décrire et mettre en valeur la richesse des actions menées par les centres et les moyens humains, financiers et matériels mobilisés pour ce faire. Nous notons également le soutien de la CNAF dans la démarche de signature de l'accord-cadre national. Nous poursuivons le dialogue croisé avec la CNAF et le SNAECSSO autour des référentiels de certains postes et de l'évolution des métiers. Nous avons été invités à participer au défi lancé dans le cadre d'une convention entre la CNAF et le ministère de la Ville pour que chaque quartier en politique de la ville dispose d'un centre social comme point d'appui d'un travail avec les populations. Le réseau fédéral a donné son accord pour être partie prenante de ce développement. Nous participons également aux travaux autour de la jeunesse et aux expérimentations en cours, à savoir animer des réseaux d'acteurs jeunesse et appuyer les postes d'animateurs jeunes qui mettront en place une « animation collective jeunesse ».

## Caisse nationale de l'assurance vieillesse (CNAV)

Le travail avec la direction de l'action sociale s'est poursuivi en 2016. L'objectif fixé ensemble de voir se signer des conventions entre réseau fédéral et chaque CARSAT est toujours d'actualité. La CNAV a accepté le principe de signer l'accord-

cadre national. Un vote et une signature officiels doivent avoir lieu en début 2017.

## Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA)

Acteur important sur le terrain en milieu rural, la CCMSA est notre partenaire sur le chantier du vieillissement des personnes en milieu rural, celui de l'animation de la vie sociale dans les territoires, ainsi que sur l'évolution de la cartographie des intercommunalités. Dans tous ces domaines, les convergences de vue sont nombreuses. L'implication de l'administratrice représentante de la CCMSA au sein du Conseil d'administration de la FCSF enrichit nos débats et permet d'intégrer les problématiques plus spécifiquement rurales dans nos débats nationaux.

## Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)

Le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires est progressivement devenu ces dernières années un partenaire important. La description des différents dossiers travaillés avec eux apparaît dans les suites de ce rapport d'activités, mais nous voulions redire dans ce chapitre la qualité du dialogue avec les équipes du CGET. La création d'une plateforme collaborative pour les conseillers citoyens, le croisement des cartes avec la CNAF pour repérer les quartiers sans centre social, l'invitation aux groupes de travail sur l'ouverture des structures en soirée... autant d'occasions nouvelles durant cette année 2016 pour renforcer encore le dialogue.

## La Fonda

Notre partenariat avec la FONDA, principal « laboratoire d'idées » du monde associatif, a été plus opérationnel cette année. Tout d'abord la préparation et la participation de la déléguée générale au séminaire des cadres fédéraux en juillet nous a permis de qualifier l'exercice de prospective que nous voulions réaliser pour penser le réseau fédéral

de l'avenir. La présence de plusieurs salariés et du président de la FONDA aux Journées professionnelles de l'animation globale (JPAG) a également permis de proposer une démarche prospective de grande qualité, tant au niveau de l'intervention du président Yannick Blanc en plénière qu'au cours des ateliers le premier jour.

## Collectif pouvoir d'agir

Certains centres sociaux et leur réseau fédéral sont partie prenante des actions menées par le Collectif pouvoir d'agir: croisement d'expériences, journées de « musculation citoyenne » et démarche « 1001 territoires pour la réussite éducative ». L'année 2017 doit permettre de redessiner les objectifs de travail de ce collectif, dans lequel la FCSF est toujours impliquée. Elle s'engage pour une évolution de ce collectif, actuellement plutôt composé de représentants de « têtes de réseau », mais qui pourrait s'orienter vers un réseau national des acteurs qui mettent localement en œuvre des actions visant le renforcement du pouvoir d'agir des personnes les plus fragilisées.

## Fonds jeunesse et éducation populaire (FONJEP)

La FCSF est membre du bureau du FONJEP depuis plusieurs années, le réseau des centres sociaux étant un des plus dotés en « postes FONJEP ». A ce titre il nous semble légitime d'être partie prenante de la gouvernance de cette association de co-gestion avec l'Etat. Par ailleurs, le FONJEP s'interroge sur l'avenir de l'emploi associatif: fin 2016 et en 2017, il a décidé de lancer une réflexion autour des modèles économiques des associations bénéficiant d'un poste FONJEP. Ce travail entre en résonance avec les travaux que la FCSF a entamé avec ses adhérents sur le même sujet.

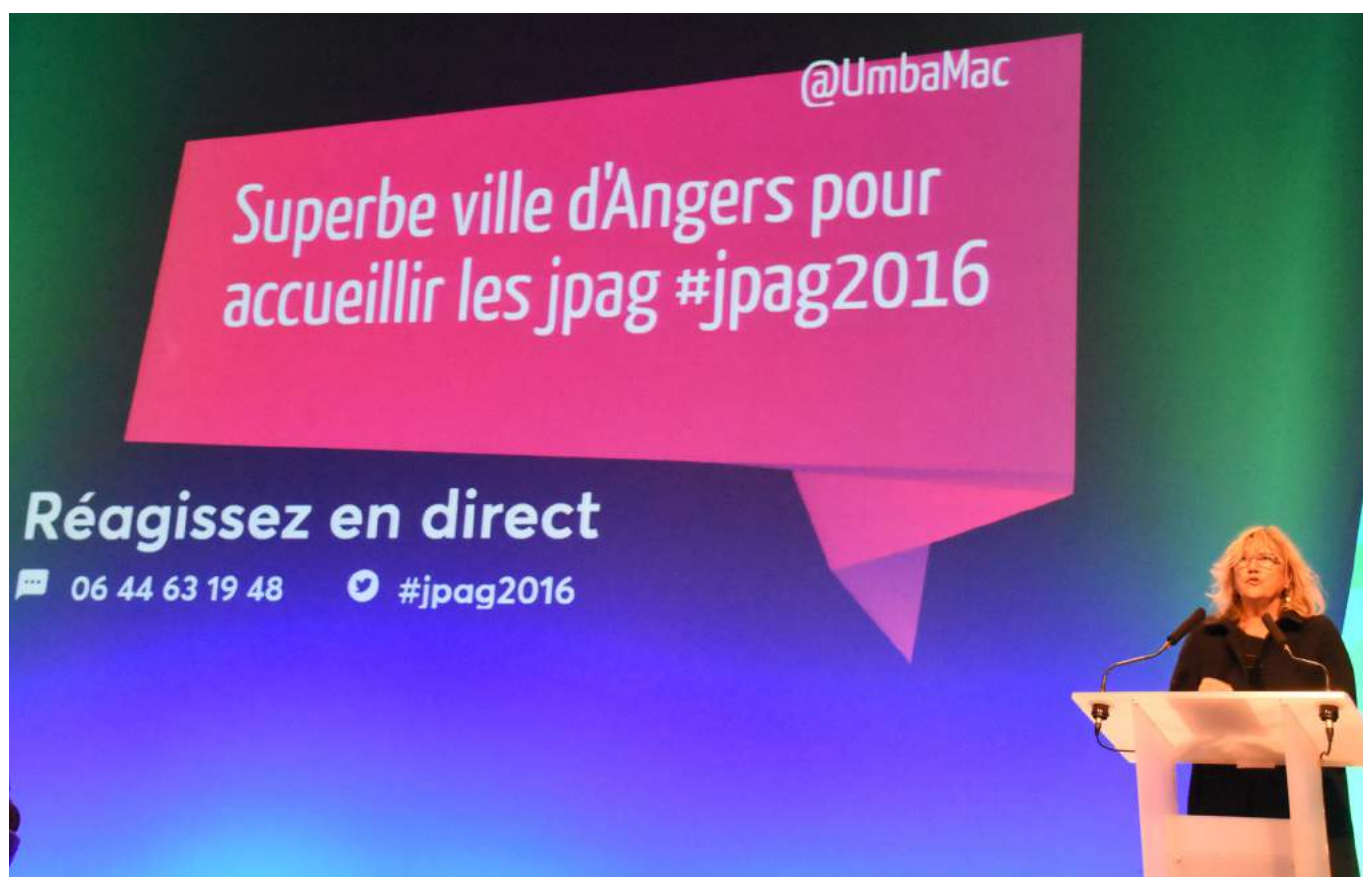
## Coordination nationale des associations jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP)

Coordination nationale des associations jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP)  
Le CNAJEP est un organisme très actif :

des commissions diverses se réunissent régulièrement mais il gère également de nombreux postes de représentation au sein d'instances nationales ou internationales. La FCSF est présente au Comité exécutif d'animation qui est l'espace de pilotage général du CNAJEP. Par ailleurs, la FCSF co-anime le groupe national « Culture » du CNAJEP.

## SENACS poursuit son développement

SENACS poursuit son développement  
En 2016, de nouvelles Caf et fédérations ont travaillé à l'appropriation de la démarche avec les centres sociaux de leur territoire (en Languedoc-Roussillon, en Champagne-Ardenne, en Bourgogne et en Franche-Comté, dans des départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur pas encore inscrits dans la démarche). De 1415 en 2015, le nombre de centres sociaux sollicités est passé à 1902. Cela permet à la FCSF et à la CNAF de s'appuyer désormais sur des données nationales représentatives. Avec la multiplication des démarches locales autour de SENACS, les stratégies de communication se sont diversifiées et, par conséquent, des demandes quant à la possibilité de créer des outils adaptés ont émergé. Des codes d'accès aux statistiques des nouvelles régions formées depuis le 1er janvier 2016 ont été créés. Parallèlement a été lancé un travail sur la mise en place d'une nouvelle fonctionnalité : une fiche synthétique de données sur chaque centre social accessible par chacun d'entre eux afin qu'ils puissent communiquer auprès de leurs élus et partenaires. Avec le passage de l'expérimentation à la généralisation de SENACS, les comités de pilotage SENACS sur l'ensemble du territoire, véritables instances de dialogue entre les Caf et les Fédérations sur des enjeux rencontrés par les centres sociaux dans le contexte actuel en mutation, seront à consolider et à pérenniser.



## BILAN 2016 #2

# METTRE EN ŒUVRE NOTRE PROJET FÉDÉRAL

L'année 2016 a été marquée par le travail de préfiguration d'une ambitieuse plateforme nationale de mise en valeur des actions des centres sociaux, qui sera rendu publique en 2017: cestpossible.me. Par ailleurs, signalons également la sortie d'un nouveau rapport biennal « Paroles d'habitants des quartiers populaires » et la participation au lancement du réseau national « Parents solo et compagnie ». Sur la plan de la qualification, retenons la très belle réussite des 5e Journées professionnelles des centres sociaux (JPAG) et la publication d'un nouveau catalogue de formation ainsi que, en matière de coopération, la poursuite du travail de réflexion sur l'avenir des modèles économiques des centres sociaux. Sur le plan de la communication, retenons l'expérimentation d'actions dans l'espace public et le travail sur le livre « Agir près de chez soi », paru début 2017.

## Axe A : fonction-ressource

**D**ans le cadre de l'animation de la fonction-ressource de la FCSF, le groupe de travail stratégique, mandaté par le conseil d'administration de la FCSF a finalisé une première action. Il a produit des éléments de réflexion et de mise en œuvre d'une plateforme ressource numérique collaborative pour partager et promouvoir les actions menées dans les centres sociaux qui apportent de la transformation sociale, œuvrent pour l'intérêt général et le vivre ensemble. Il s'est fait accompagner par une agence de design de services et d'expérience utilisateur, la Formidable Armada, pour préciser les objectifs, les besoins, les modalités de mise en œuvre humaines, techniques et financières. Le 13 décembre 2016 le projet a été présenté et débattu avec 9 fédérations souhaitant s'engager dans la démarche. Des supports d'animation et d'aide à la production et à la mise en ligne pour les centres et les fédérations vont être testés le premier semestre 2017.

Le titre choisi pour cette plateforme :

**Cestpossible.me!**

Au-delà de cette plateforme démarre un travail de repérage de chercheurs ou d'acteurs allié pouvant intervenir sur diverses questions sociales lors de rencontres thématiques en région, une autre dimension de la fonction ressources de la FCSF.

### 1. DES HABITANTS ACTEURS / PARTIE PRENANTE DES ENJEUX ET DÉBATS DE SOCIÉTÉ

## Zoom :

- **Publication d'un nouveau rapport biennal de la collection « Paroles et parcours d'habitants des quartiers populaires »**

Après « On voudrait entendre crier toutes les voix de nos cités » (2012) et « Ils ne savent pas ce qu'on pense » (2014), est paru fin 2016 « Tisser la confiance dans les quartiers populaires. Un engagement ignoré, un défi politique », réalisé avec l'association Question de Ville et soutenu par le Commissariat Général à l'Égalité des

Territoires (CGET). Le choix a été fait pour cette 3ème édition d'aller à la rencontre de personnes qui ont un regard bienveillant sur les gens qu'ils côtoient au quotidien dans leur fonction ou parce qu'ils sont voisins, et qui les aident à prendre leur place, à passer des frontières entre le « dedans » des quartiers stigmatisés, et le « dehors », ce monde considéré comme inaccessible et peu accueillant. Des démarches de repérage et d'entretiens avec ces passeurs ont été menées entre novembre 2015 et mars 2016 avec l'aide des centres sociaux volontaires, de leurs fédérations et des Centres de ressources politique de la ville. En tout, une centaine de personnes ont été mobilisées, engagées dans les quartiers populaires de Lingolsheim, de Neuilly-sur-Marne, d'Eragny-sur-Oise, de Garges-lès-Gonesse, de Nancy, de Folschviller, de Hombourg-Haut, de Sarreguemines, de Creil, du 13ème arrondissement de Paris et du 14ème arrondissement de Marseille. Ce 3ème rapport interroge plus particulièrement les centres sociaux sur les moyens qu'ils pourraient mettre en œuvre pour identifier et se faire côtoyer ces « passeurs ». La publication de ce rapport fut l'opportunité pour la FCSF de se rapprocher de l'association des Maires Ville & Banlieue en France et d'intervenir à une de leur rencontre organisée à Allonnes fin 2016. Ce rapprochement a donné lieu, début 2017, à un temps de dialogue entre les élus adhérents à l'association Ville & Banlieue et les habitants ayant participé à la démarche.

- **Réseau parents solos et compagnie**

2016 a vu naître le réseau « Parents solos et compagnie », dont la FCSF est un des membres fondateurs (aux côtés de l'AFEV, France parrainages, Grands parrains - Petits filleuls, Ligue de l'Enseignement, Parrains par mille, UNAF, Secours Catholique, DGCS, CNAF, CCMSA, Fondation pour l'enfance). Parents solos et compagnie vise à soutenir l'entraide et l'action collective de parents solos, identifier et mettre en valeur des ressources utiles dans les territoires, sensibiliser aux réalités et aux besoins des familles monoparentales. La FCSF a coordonné l'étude permettant de mesurer la pertinence de la création d'un tel réseau, a contribué à l'organisation et l'animation de la rencontre nationale de restitution en juin, puis s'est investie dans le pilotage et l'animation du réseau qui se structure progressivement. Une plateforme numérique, permettant de rendre visibles les actions et les acteurs qui agissent avec les parents solos (dont les centres sociaux) a été mise en ligne en fin d'année.



# Témoignage

## 3 questions à Nathalie Dupuich, habitante du quartier de La Challe à Eragny-sur-Oise, qui a participé à la démarche d'écriture du rapport biennal "Tisser la confiance dans les quartiers populaires"

### Que reprenez-vous de ce rapport qui s'intéresse au rôle des "passeurs" dans les quartiers populaires ?

*Je trouve génial l'idée de rapprocher différentes expériences, différents parcours issus de quartiers populaires situés partout en France. On se rend compte qu'on ne vit pas les mêmes difficultés ou qu'on a pas les mêmes avantages d'une personne à l'autre, d'un quartier à l'autre. Par contre on se retrouve tous sur notre engagement, l'importance qu'on donne à l'écoute et à l'humain. Nos histoires se ressemblent un peu, d'où on vient, ce qu'on devient. Moi je viens de Seine-Saint-Denis, où mon père s'est battu avec les élus du Blanc-Mesnil pour mettre en place des locaux à disposition des jeunes. Les maisons de quartier je trouve ça génial et j'ai toujours été dans l'animation, moins dans le social, c'est venu après. Avec ma participation au rapport biennal, je peux dire maintenant que je suis passeuse, c'est plus joli que de dire : "je suis dans le social". J'ai aussi appris beaucoup de choses que je ne savais pas sur le réseau des centres sociaux.*

### Comment s'est passée votre participation à la démarche ?

*Je suis bénévole, très impliquée sur le soutien scolaire à la Maison de quartier de la Challe et c'est Cédric Franceries, directeur des centres sociaux d'Eragny, qui m'a parlé du projet. J'ai trouvé cela extraordinaire de pouvoir rencontrer d'autres gens, des usagers de la Maison de quartier comme André, comme Madeleine que je croisais mais que je ne connaissais pas vraiment. J'ai participé à trois rencontres : la première de présentation de la démarche, la deuxième où on a rencontré Sindy Quéré (chargée de mission au Pôle ressources "Ville et Développement social" du Val d'Oise) et Nourreddine Laouer (délégué de la Fédération des centres sociaux du Val d'Oise), et la 3ème où on s'est chacun exprimé sur nos parcours et nos engagements.*

### Qu'est-ce que vous en retirez ?

*Cette démarche m'a donné envie d'aller plus loin dans mon engagement, de montrer aux usagers qu'on peut faire beaucoup avec pas grand chose ...*

- **Développement social local et enjeux de prévention et solidarité entre les âges**

Dans l'élan apporté par le colloque de fin 2015, l'année 2016 a permis de poursuivre l'appui aux fédérations déjà en convention avec les CARSAT afin de conforter le partenariat. Il faut noter la montée en puissance de la CNAV Ile de France qui soutient plusieurs dizaines de centres sociaux dans chaque département de cette région. A noter que de nouvelles régions ont préparé un conventionnement avec la CARSAT concernée: la région Centre (encore en dialogue) et la Région Lorraine-Champagne-Ardenne, qui a signé une convention en décembre 2016 au cours d'une journée régionale très riche à Charleville-Mézières. Le travail de repérages d'actions remarquables se poursuit également. La publication d'un ouvrage présentant un grand nombre d'actions menées dans le cadre des conventions passées avec les CARSAT viendra mettre en valeur en 2017 la plus-value, l'originalité et l'adaptabilité des actions menées par les centres sociaux. Par ailleurs, nous avons maintenu le co-pilotage avec le

service d'action sociale de la CNAV grâce à des rencontres régulières du comité de pilotage. Enfin, des contacts ont commencé à être pris avec le groupe AG2R-La Mondiale. Notre approche généraliste sur les territoires et dans une démarche de prévention les intéresse. Ils vont soutenir dans un premier temps la publication de l'ouvrage de présentation d'expériences. Nous avons également préparé les bases d'une convention-cadre qui pourrait être signée en 2017. Celle-ci ouvrirait les portes d'un partenariat régionalisé et un appui sur projet possible pour certains centres sociaux.

## Et aussi :

- **Service civique**

Depuis 2011, la FCSF dispose d'un agrément national collectif permettant l'accueil de jeunes en service civique, sur une dizaine de missions types proposées, autour des thématiques de l'éducation, de la santé, l'environnement, la solidarité, la culture, etc. Sur 2016, ce sont

205 jeunes qui ont démarré une mission dans les centres sociaux et les fédérations, pour un total de 318 jeunes engagés en 2016 (avec ceux qui avaient démarré en 2015). Malgré ces beaux chiffres, l'enveloppe (en augmentation forte depuis 2015) n'a pas été pleinement mobilisée, preuve qu'il nous faut continuer à communiquer sur cette possibilité !

- **Paroles Partagées**

Au sein du collectif Paroles Partagées, réunissant la Fédération Française des MJC, la Confédération Nationale des Foyers ruraux et Peuple et Culture, la FCSF a contribué à l'animation d'une journée d'études: « Comment partager la parole pour agir collectivement? » le 10 juin 2016. Cette journée riche d'apports de mouvements militants internes et externes à nos réseaux, à été l'occasion d'écouter les productions des lauréats du concours radio Paroles partagées 2016.

- **Fabriques d'initiatives citoyennes**

Leur création a été lancée par les comités interministériels à l'Egalité et à la Citoyenneté. Une vingtaine de projets ont été labellisés en 2015 et une vingtaine également en 2016. Des fédérations de centres sociaux ont été retenues: Meuse, Dordogne, Seine-Saint-Denis. Le CNAJEP a obtenu une mission d'accompagnement de ces Fabriques qui en sont au stade expérimental, à laquelle nous collaborons. Cependant le concept reste assez flou: c'est chaque Fabrique qui va contribuer à préciser les contours de ses propres missions.

- **Réseau jeunes des Centres Sociaux**

En octobre 2016 se déroulait la 6e édition du Réseau Jeunes des Centres Sociaux, à Douai, réunissant plus de 130 personnes, dont une centaine de jeunes, pour venir échanger, débattre, agir, autour de la rencontre et du partage des cultures. Une édition enrichie par de nouveaux participants, ce qui est bon signe pour la vitalité de ce réseau! Les territoires actuellement impliqués dans ce réseau sont : Nord, Seine-Saint-Denis, Hauts de seine, Seine et Marne, Moselle, Bas-Rhin, Finistère, Vienne, Nièvre, Vaucluse, Bouches du Rhône, Pyrénées-Atlantiques, Yonne et Loiret

- **Juniors Associations**

Depuis sa création en 2002, la FCSF est membre du Réseau national des juniors associations (RNJA), un dispositif inter-associatif (avec la Ligue de l'Enseignement, la Confédération des MJC de France, Jets d'Encre) qui permet à des mineurs de se constituer en association, de pouvoir ouvrir un compte en banque et d'obtenir une assurance pour les activités, ceci à moindre coût et en toute confiance. En 2016, ce sont encore plus de 9000 jeunes qui se sont engagés dans ces Juniors associations, dont un bon nombre sont accompagnées par les centres sociaux et par les 10 fédérations reconnues comme relais départemental.

- **Formation de jeunes leaders**

En partenariat avec deux membres européens de l'International Fédération of Settlements (IFS), la FCSF a organisé une formation qui a réuni 30 jeunes Français, Anglais et Suédois, âgés de 18 à 25 ans. Elle s'est déroulée en France en juin et en Suède en novembre, et à permis à des jeunes en service civique de 9 régions de France et d'autres jeunes européens engagés dans des associations d'acquérir des compétences en leadership et d'approfondir leur connaissance de la diversité culturelle en Europe. Cette action a été soutenue et financée par le programme Erasmus+ qui vise à encourager la mobilité des jeunes. Cette formation sera reconduite en 2017 avec des partenaires italiens et allemands

- **1001 Territoires**

La FCSF a participé en 2016 au développement de la campagne de mobilisation « 1001 territoires se mobilisent pour la réussite de tous les enfants », qui propose d'associer l'ensemble de la communauté éducative, sur le plan local, dont les parents les plus éloignés, pour lutter contre les inégalités scolaires liées à l'origine. Outre sa participation au pilotage et l'animation du collectif national, la FCSF a contribué à l'organisation de deux rencontres nationales des sites engagés ou intéressés et a animé plusieurs temps d'information et de sensibilisation avec des fédérations de centres sociaux. Enfin, le dossier du numéro 4 de « C'est Possible! » a été consacré au thème de la réussite des enfants.

## 2. PROMOUVOIR LES DROITS DES HABITANTS

### Zoom :

- **Une démarche d'exploration citoyenne pour repenser la protection sociale**

En 2015, la Fédération nationale des centres sociaux, le Secours catholique et Aequitaz ont décidé ensemble de démarrer une démarche d'exploration citoyenne pour contribuer à repenser notre système de protection sociale. L'intention de départ: se mettre à la recherche des principes d'un système de protection sociale qui soit plus juste et démocratique, avec une attention particulière aux inégalités et d'autre part, mettre ce scénario progressivement sur la table des débats démocratiques. Plusieurs convictions guident la démarche : partir de la vie des gens, de leurs histoires pour regarder ce qui fonctionne ou pas dans la protection sociale et voir comment elle peut être améliorée, reconnaître et croiser les savoirs (que l'on soit en situation de pauvreté, chercheur, expert, etc.), enfin reconnaître que les citoyens ont leur place et le pouvoir de participer aux questions et enjeux de société. Après une phase exploratoire en 2015, deux carrefours des savoirs (à Die et Loisy) ont réuni en 2016 un groupe d'une quinzaine de personnes de conditions sociales diverses, mobilisées à partir des centres sociaux, du secours catholique et d'Aequitaz. Un séminaire plus large s'est également réuni durant l'été. Associant les participants des carrefours des savoirs et des membres des directions des trois structures porteuses, il a permis de poser quelques jalons stratégiques pour les mois à venir. Cette démarche nourrit et se nourrit de mobilisations engagées dans les Hauts de France et en Rhône-Alpes notamment, autour de cette réflexion. Fin 2016, le groupe en est à une étape de recueil des histoires de vie dans lesquelles la protection sociale est intervenue, en bien, en mal ou imparfaitement.

- **Une voi(e)x commune contre les discriminations : avec les premier(e)s concerné(e)s**

La FCSF a souhaité développer un réseau national d'initiatives locales de lutte pour une reconnaissance par le bas des discriminations, c'est-à-dire par les premiers concernés, dans une logique de développement du pouvoir

d'agir des habitants. Elle a conduit depuis 2014 une expérimentation nationale avec l'IRDSU, accompagnée par le sociologue Olivier Noël et soutenue par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET). Cette initiative a engagé cinq territoires (Charleville-Mézières, Paris 20è, Rennes, Vitry le François, Echirolles). En 2016, deux rencontres ont eu lieu en avril à Liart et en novembre à Paris, réunissant une quarantaine de participants des territoires concernés, durant lesquelles des habitants, administrateurs et salariés ont échangé leurs pratiques, mis en commun leurs expériences, leurs méthodes et outils. Un séminaire de production des enseignements est prévu au premier trimestre 2017.

- **Les projets vacances**

L'accompagnement aux projets vacances est une pratique ancrée dans les centres sociaux, un levier essentiel, en termes de mobilisation, participation, lien familial et social, exercice du droit aux vacances pour tous. Pour soutenir les premiers départs en vacances de familles, adultes isolés et jeunes inscrits dans une dynamique de «projet vacances », la FCSF anime notamment depuis de nombreuses années, un dispositif d'Aides aux Projets Vacances (APV) grâce à un partenariat avec l'ANCV. Dans ce cadre, en 2016, 8673 personnes sont parties en vacances (pour 73650 journées de vacances), via des projets portés par 281centres. Une augmentation conséquente par rapport à 2015, fruit notamment de l'action de développement du réseau des référents territoriaux. Ce résultat s'est néanmoins heurté à un contexte général de diminutions d'enveloppes et de cofinancements. Concernant les Apv, en même temps qu'elle alertait l'ANCV, la FCSF a mobilisé les centres sociaux porteurs de projets vacances pour parvenir à faire se concrétiser l'ensemble des projets. Plus globalement, la FCSF a engagé une réflexion avec les référents territoriaux et une trentaine de porteurs de projets vacances à travers deux journées de travail. Objectifs : partager valeurs et approches, échanger sur le contexte actuel, engager une réflexion sur les marges de manœuvre à court et moyen terme, identifier de premières pistes de travail autour de la mutualisation entre centres, de la diversification des modes de financement, et du renouvellement des formes de séjour.



## Et aussi :

- **Participation aux travaux de l'International federation of settlements (IFS)**

La FCSF continue de contribuer aux travaux de notre fédération internationale. Une délégation de 25 participants, issus de la FCSF mais aussi de plusieurs fédérations locales, ont participé du 28 septembre au 1er octobre 2016 à la rencontre biennale de l'IFS, notre fédération internationale, qui portait sur l'accueil des réfugiés et des migrants. Les retours des participants ainsi que trois vidéos réalisées par la Fédération de la Drôme ont été mis en ligne sur le site de la FCSF, ainsi qu'une déclaration politique de l'IFS réalisée durant la conférence. Cette déclaration vise à conforter la posture d'accueil des migrants des membres de l'IFS.

- **Culture et pouvoir d'agir**

En continuité avec la démarche engagée l'année précédente, le groupe « culture » de la FCSF a poursuivi son travail autour de la question des « droits culturels », en participant notamment à plusieurs journées d'analyse de pratiques coordonnées par le réseau Culture 21, l'Observatoire de la diversité et des droits culturels et l'Université de Fribourg. Par ailleurs, le groupe a coordonné la réalisation d'un film documentaire concernant l'accueil des migrants projeté lors de la Conférence de l'IFS (voir plus haut). Depuis le second semestre 2016, le groupe culture prépare en partenariat avec le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) et le Ministère de la Culture, une expérimentation de « chantiers de création culturelle », invitant plusieurs départements de France à mettre en œuvre des collaborations entre des structures culturelles, des artistes et des centres sociaux pour aboutir à de véritables « productions culturelles citoyennes » qui feront l'objet d'un premier Festival « Culture pour Agir » en 2018.

- **Les Portes du Temps**

La FCSF a participé à la 12e édition des Portes du Temps, initiée par la Direction du patrimoine du Ministère de la Culture. Une centaine de centres sociaux ont participé à l'opération sur 115 sites patrimoniaux en France, qui ont accueilli plus de 35000 jeunes. Une diversité d'ateliers dans les lieux patrimoniaux leurs ont été proposés: arts

vivants, arts plastiques, activités numériques, pratique du théâtre, du chant, de la danse, des arts de la rue, etc. En 2017, les Portes du Temps deviennent « C'est mon patrimoine »

- **Gens du voyage**

L'année 2016 a permis de clôturer une démarche de recherche avec une dizaine de centres sociaux accueillant spécifiquement les « Gens du Voyage ». Les résultats de ces travaux vont venir enrichir une publication croisée entre la Fédération des associations agissant auprès des gens du voyage (FNASAT) et la FCSF. Le texte sera publié dans notre collection « Repères » et sous forme d'un tiré à part de la revue « Etudes Tziganes » de la FNASAT. La publication est annoncée en 2017. Le message entendu dans ces travaux est la grande attente de la part des Gens du voyage d'être traités dignement et de voir se résoudre quelques problèmes spécifiques.

## Axe B : qualification

En 2016, le groupe stratégique « qualification » a préparé un message au réseau pour l'Assemblée Générale de Bordeaux, de manière à communiquer sur la stratégie de formation de la FCSF. Cette stratégie a une double ambition:

- Développer et diffuser les savoir-faire permettant d'appuyer les actions citoyennes portées par les habitants et qui visent les transformations sociales: mobilisation, appui à l'auto-organisation, action dans l'espace public, négociation, animation participative, organisation de débats, etc.
- Renouveler nos manières de concevoir les services, activités et projets pour qu'ils contribuent à ces actions citoyennes

Pour atteindre cette ambition, le groupe stratégique propose de renforcer notre rôle « d'organisation apprenante » en encourageant davantage l'expérimentation, l'analyse collective des pratiques, la circulation des savoirs et expériences entre acteurs du réseau et la mise en valeur des pratiques du local au national. C'est pourquoi, la FCSF souhaite articuler:

- des formations classiques (en mode présentiel, par modules): formations nationales et essaimage de formations du réseau;
- des démarches de co-formation entre

- acteurs du réseau (groupes de pairs, communautés de pratiques, jumelages, colportage, chantier-école, etc.), qui seront encouragées à partir de 2017.
- une fonction-ressource pédagogique : animation d'un groupe de formateurs « pouvoir d'agir », animation d'un réseau d'alliés (chercheurs, formateurs et intervenants hors-réseau), actions d'influence auprès des partenaires, appui aux expérimentations, etc.

## Zoom :

- Les 5e Journées professionnelles de l'animation globale (JPAG) à Angers : à guichets fermés !**

Les JPAG se sont déroulées à Angers les 22, 23 et 24 novembre derniers. Organisées grâce à un engagement très fort de la Fédération des centres sociaux du Maine-et-Loire/Mayenne, de l'Union régionale des Pays-de-Loire, de la Fonda, de Futuribles International et d'Accolades, les travaux étaient tournés vers la prospective : « Demain, les centres sociaux. Mutations de la société, défis pour l'avenir et pratiques professionnelles ». Réunissant près de 600 personnes sur les trois journées, plusieurs nouveautés ont été initiées lors de ces JPAG: retransmission en direct des plénières et organisation d'un « mur de SMS » pendant les interventions, utilisation d'un jeu de carte prospectif « Faire ensemble 2020 » avec 70 maîtres de jeux formés en amont par la Fonda, animation de séquences par « groupes de pairs » de 12-15 participants par 34 « compagnons », page facebook dédiée pour vivre en direct l'événement, organisation d'une soirée ouverte aux habitants d'Angers (la Fête des possibles), repas végétariens... Près de 100 personnes se sont engagées comme animateurs et contributeurs lors de ces JPAG, ainsi que plus de 50 bénévoles qui ont réservé aux participants un accueil aussi chaleureux qu'efficace.

Les JPAG ont eu l'honneur d'accueillir les partenaires et interlocuteurs nationaux de la FCSF (CNAF, MSA, Chorum, Snaecso, CPNEF, Mémoires Vives, Foresco, Aiga, Chorum, Uniformation) et 504 salariés issus du réseau, dont :

- 323 salariés de centres sociaux associatifs (64% des stagiaires)
- 36 salariés de centres sociaux à gestion collectives territoriales (7%)
- 26 salariés de centres sociaux

à gestion CAF (5%)

- 25 salariés conseillers techniques des CAF (5%)
- 94 salariés des fédérations et unions départementales et régionales de centres sociaux (19%)

Concernant les salariés des centres sociaux, ils sont issus de la quasi-totalité des départements de France et sont en majorité des directeurs de centres sociaux (200 personnes), puis des coordinateurs (140 personnes) et des animateurs (45 personnes). Ils représentent en tout plus de 230 structures, soit près du quart du réseau des centres sociaux fédérés.

Les évaluations des participants sont globalement très positives et permettent de confirmer que les JPAG permettent la qualification des salariés mais aussi la mise en mouvement du réseau des centres sociaux et la construction d'une identité professionnelle partagée. Le parti-pris de JPAG tournées vers la prospective a globalement satisfait les participants: la présence d'intervenants parmi les meilleurs spécialistes actuels de la prospective a permis des apports théoriques de grande qualité. L'utilisation d'outils de prospective a permis leur appropriation par les participants qui peuvent dès à présent les utiliser dans leur centre social (notamment le jeu prospectif « Faire ensemble 2020 » de la Fonda et les scénarios prospectifs proposés). La FCSF s'est engagée dans une démarche prospective en amont des JPAG en associant le conseil d'administration, ainsi que le comité de pilotage des JPAG, à la rédaction de scénarios prospectifs, accompagnés par Bastien Engelbach, prospectiviste à la Fonda. Ces scénarios ont pu être travaillés par les participants pour faire des hypothèses sur les évolutions des pratiques professionnelles et des compétences dont le réseau a besoin à l'avenir. Enfin, pour diffuser à l'ensemble du réseau les contenus des travaux, un film a été réalisé, les vidéos des plénières ont été mises en ligne sur le web et une publication reprenant une synthèse des ateliers prospectifs est prévue pour début 2017.

- Un nouveau catalogue de formation de la FCSF**

L'année 2016 a été marquée par la construction ou la consolidation de partenariats autour de

nouvelles formations : de nouvelles formations ont été construites avec des partenaires existant mais aussi avec de nouveaux partenaires. Ainsi, l'Alliance citoyenne de Grenoble, avec qui nous construisons deux formations pour 2017 : « Le pouvoir d'agir par l'organisation des citoyens » (4 jours) et « Renouvellement de projet social et pouvoir d'agir » (4 jours); FORESCO, qui proposera une formation sur la circulation des savoirs dans le réseau « Travailler ensemble : devenir un collectif apprenant » (2 jours); Accolades et Niska ont construit une proposition de voyage d'étude au Québec pour y découvrir les réseaux et pratiques du développement communautaire; un projet de formation sur la construction d'alliances locales sera organisé en partenariat avec un organisateur communautaire lié à l'organisation anglaise « London citizens »; enfin, deux formations cibleront l'acquisition de connaissances et de compétences sur le montage de projets de mobilité européenne en direction des jeunes et des animateurs jeunesse. Ces nouvelles formations sont ouvertes aux salariés et aux bénévoles de notre réseau (avec la volonté d'encourager les formations « mixtes ») et le catalogue comporte également des formations spécifiques pour les bénévoles, ainsi que des propositions aux fédérations concernant l'essaimage des formations « Actions collectives à visée émancipatrice » et « Pilotage de projet et pouvoir d'agir ». Le catalogue 2017 sera donc un nouvel outil pour rendre davantage visible la stratégie de formation de la FCSF.

## Et aussi :

- **L'expérimentation « Tables de quartier »**

2016 a été une année riche pour les Tables de quartiers (voir aussi « les moments forts de l'année » en début de ce rapport): organisation à la demande des habitants mobilisés de trois sessions de formations pour travailler la prise de parole en public, la mobilisation des habitants et les techniques d'animation participative à Mulhouse, Marseille et Paris et qui ont regroupé une cinquantaine de personnes ; un séminaire national à Marseille du 22 au 25 septembre regroupant plus de 70 participants issus de 14 Tables de quartiers actives, pour travailler sur les forces et faiblesses des Tables dans leurs actions et dans leurs relations avec les pouvoirs publics, le partage d'outils créés par les Tables et d'avoir un premier échange sur l'évaluation de l'expérimentation. Enfin, une journée de travail sur l'évaluation a été organisée en décembre et donnera lieu à des suites en 2017, année de fin de l'expérimentation.

## Témoignage

### Témoignage de Bastien Engelbach, coordinateur des programmes de la Fonda, à propos de sa participation à l'organisation des JPAG

« Fondée en 1981, la Fonda a d'abord activement contribué à la reconnaissance des associations par les pouvoirs publics. Puis, elle s'est recentrée sur ses fonctions de laboratoire d'idées du monde associatif. En 2010, nous avons lancé « Faire ensemble 2020 », un projet de prospective participative dont l'objectif est d'éclairer les transitions ainsi que leur impact sur les associations et de nourrir la réflexion stratégique des responsables associatifs. Une première étape, basée sur un diagnostic du monde associatif et de sa vision des enjeux pour l'avenir, a permis de proposer quatre scénarios d'évolution. Dans un second temps, nous avons distingué 200 tendances structurantes pour l'avenir dont 60 ont été répertoriées dans une cartographie ([faireensemble2020.org](http://faireensemble2020.org)). Un jeu de cartes a été créé suite à ce travail visant à faciliter l'appropriation de ces tendances et à élaborer des stratégies collectives.

Le jeu nous permet en effet d'être concret en invitant les participants à imaginer des projets basés sur des alliances pluri-acteurs pour répondre aux défis que soulèvent les tendances : vieillissement démographique, fracture numérique, renouvellement des formes d'engagement... C'est notamment avec cet outil que nous avons dirigé des ateliers lors des journées professionnelles de l'animation globale dédiées à la prospective. Le bilan est très positif car l'objectif a été atteint : prendre conscience des tendances, de la complexité des problématiques et des transformations à l'œuvre dans la société et imaginer collectivement des actions à mettre en œuvre pour y répondre. Nous avons également travaillé sur des scénarios de modélisation du centre social de demain et mené une réflexion sur l'évolution des métiers au sein de ces structures. Nous avons avec les centres sociaux des valeurs en commun. Cette collaboration nous a permis de rapprocher nos organisations un peu plus. »



- **Journée de réflexion: « En finir avec les bonnes pratiques ? »**

Une quarantaine de personnes issues d'une dizaine de fédérations se sont réunies le 29 juin pour réfléchir à la manière dont les savoirs et savoir-faire pourraient mieux circuler entre les acteurs bénévoles et salariés de notre réseau. Les thématiques autour de l'organisation apprenante ont été abordées grâce à des lectures et des apports sur le colportage (avec Jean-Pierre Chrétien, chercheur au CNAM), les réseaux d'échanges réciproques de savoirs (avec Agnès Ballas du Forum des réseaux d'échanges réciproques de savoirs - FORESCO) et la démarche de « chantier-école » (à travers le projet de chantier-école ALSH porté par la Fédération de la Vienne). Suite à cette journée, une nouvelle formation sera ajoutée au catalogue, « Travailler ensemble : devenir un collectif apprenant » et une expérimentation sera proposée aux fédérations intéressées en 2017, pour tester concrètement des méthodes qui visent à favoriser la co-formation entre acteurs du réseau.

- **Formations nationales 2016**

Près de 80 acteurs du réseau se sont formés cette année dans les formations nationales: 58 directeurs de centres sociaux ont participé à l'Adaptation à la Fonction de Nouveau Responsable (AFNR), dont une trentaine à Paris et une trentaine dans les sessions organisées en régions Rhône-Alpes et Nord-pas-de-Calais. Une dizaine de directeurs ont également suivi les modules d'approfondissement « L'économie au service du projet ». Enfin, la formation « Paroles partagées » a réuni 13 personnes. La FCSF a également renforcé son partenariat avec l'association Enquêtes, qui propose des apports théoriques et des outils pour aborder le fait religieux et la laïcité. Une trentaine de journées de formations a eu lieu un peu partout en France, co-organisées par plus d'une quinzaine de fédérations, avec un haut degré de satisfaction des participants.



# Témoignage

## 3 questions à Marine Quenin, déléguée générale de l'association

### Enquête, concernant les formations sur le "fait religieux" et la laïcité

#### Pouvez-vous expliquer en quelques mots quelles sont les activités de Enquête ?

*Enquête est une association créée en 2010 pour développer des outils permettant d'expliquer le fait religieux et la laïcité à des enfants de primaire. Nos ateliers et les supports ludiques que nous avons créés les aident à comprendre le monde qui les entoure, à se questionner et à s'exprimer sur ces sujets de façon apaisée. Depuis notre lancement, nous avons également développé des outils adaptés aux adolescents et une offre de formation pour les professionnels travaillant dans le secteur de l'enfance.*

#### Comment s'est noué le partenariat avec les centres sociaux ?

Les centres sociaux ont été les premières structures à nous ouvrir leurs portes : nous avons testé nos ateliers avec eux, à Paris d'abord puis un peu partout en France.

En 2015/2016, nous avons lancé une série de formations pour adultes sur une journée afin de clarifier la notion de laïcité, de poser une définition partagée, de faire émerger des envies d'actions, que nous pouvons accompagner dans un second temps. Le sujet est complexe, beaucoup de structures se sentent désarçonnées face à cette question. Notre rôle, c'est de les aider à trouver les moyens d'aborder ces sujets sereinement.

#### Concrètement, comment se déroulent ces journées et quel bilan en dressez-vous ?

*En 2016, nous avons organisé 30 journées de formation. 476 personnes provenant de 432 centres sociaux y ont participé. Le bilan est de notre point de vue très positif : les participants prennent conscience qu'on peut évoquer ce sujet en le dédramatisant et que des actions sont réalisables sur le terrain. Les centres sociaux sont des lieux parfaits pour ça car ils démontrent au quotidien que les différences peuvent cohabiter.*

- **Qualification des bénévoles : lancement d'un chantier national**

Après les réflexions du groupe stratégique « qualification », un groupe expert a été missionné en 2016 pour faire des propositions et suivre les travaux sur la qualification des bénévoles. Une mission sera lancée en 2017 pour mieux connaître la manière dont les fédérations organisent la formation des bénévoles, leurs stratégies et les outils utilisés. L'objectif est de mutualiser des ressources entre fédérations. Concernant plus précisément la qualification des administrateurs fédéraux, un questionnaire va être adressé aux 800 administrateurs de fédérations pour mieux connaître leurs profils et besoins de formation, une formation leur sera proposée lors de l'AG 2017 et des « Cogitations politiques et citoyennes », dont l'objectif est de renforcer notre réflexion collective sur des enjeux de société, sont prévues pour mars 2017.

- **Le lancement d'un « chantier Fosfora »**

Suite à l'intervention de l'Union Nord-pas-de-Calais lors de l'AG de Bordeaux, il s'agit de connaître les raisons pour lesquelles le solde global non utilisé augmente chaque année et d'étudier la faisabilité et les conséquences d'une mutualisation éventuelle des fonds non utilisés au profit des fédérations qui utilisent l'intégralité des leurs. Il s'agit aussi de mener une réflexion sur la collecte et les modalités d'utilisation des fonds « ingénierie » et « Formation des administrateurs fédéraux » (constitués respectivement par 10% et 5% de la collecte non utilisée par les fédérations chaque année). Enfin, le groupe a pour mission le suivi des régions où le fonds a été régionalisé (Rhône-Alpes, Nord-pas-de-Calais, Poitou-Charentes, Pays de la Loire) pour faire le point avec le réseau et réactualiser les conventions de régionalisation. L'objectif de ces travaux est de renforcer la formation des bénévoles dans notre réseau, notamment pour les administrateurs de fédérations, et de développer la réflexion stratégique sur le portage politique de notre réseau.

- **FAB'US , programme européen de professionnalisation des cadres et personnels éducatifs des centres sociaux**

Depuis septembre 2016, la FCSF et les fédérations des Ardennes, des Yvelines, du Val d'Oise, de Midi-Pyrénées, de Seine-Saint-Denis de la Vienne ont engagé un cycle de

stages d'observations à l'étranger pour leurs administrateurs et cadres, afin de recueillir une diversité de pratiques et d'enseignements, dans un souci de démultiplication à moyen terme sur l'ensemble du réseau national. 12 personnes ont participé à un premier stage qui a eu lieu à Liège en partenariat avec Peuples et culture Wallonie. 5 autres sont prévues en 2017-2018 au sein de quatre autres organisations européennes, à Londres (Royaume-Uni), Berlin (Allemagne), Lerida (Espagne) et Stockholm (Suède).

## Axe C : coopération

### Zoom :

- **Miser sur la coopération inter-fédérale pour se former ensemble**

La formation « Faire émerger et animer des actions collectives à visée émancipatrice » est née en Rhône-Alpes en 2009 et s'est développée dans l'ensemble des fédérations de la région, réunissant plus de 400 personnes depuis sa création. L'impact sur les centres sociaux et la satisfaction des participants ont convaincu l'URACS de proposer dès 2013 et les suites du Congrès de Lyon, une méthode d'essaimage dans le réseau, en trois étapes. Dans un premier temps, les acteurs fédéraux intéressés pour se former vont vivre cette formation, en tant que stagiaires, dans une fédération où elle est organisée par un ou plusieurs « référents actions collectives ». Ensuite, ils co-animent cette formation avec un formateur référent (ils deviennent alors référent-stagiaires). Enfin, troisième étape, ils deviennent à leur tour « référent actions collectives » et peuvent programmer la formation sur leur territoire. Les personnes qui deviennent « référents actions collectives » sont mandatées par leur fédération pour contribuer à l'essaimage sur le territoire. C'est ainsi qu'entre 2013 et 2014, les Fédérations du Maine-et-Loire/Mayenne et du Languedoc-Roussillon se sont formées en Rhône-Alpes, puis ont à leur tour contribué à l'essaimage. En 2015, les fédérations de la Moselle, Dordogne, Pyrénées-Atlantiques, se lancent dans l'aventure, avant d'être rejointes en 2016 par Paris, la Charente-Maritime, le Nord-pas-de-Calais, Les Bouches-du-Rhône, la Gironde et la Bretagne. Rebaptisée « FAVE » (Formation Actions à visée émancipatrices), « Soutenir des actions » ou encore « Développer le pouvoir d'agir des habitants », c'est bien la même dynamique qui relie tous ceux qui s'engagent dans cet essaimage: apprendre de leurs pairs avant de

# Témoignage

## Témoignage de Franck Mohimont, délégué à la fédération des Ardennes, à propos du programme de Mobilité Européennes FAB'us

« Le département des Ardennes est très enclavé et la mobilité pose problème aux jeunes qui sont nombreux à abandonner des parcours de scolarité et de formation quand il faut quitter le territoire ; les blocages sont notamment psychologiques. Nous sommes pourtant au cœur de l'Europe sur le plan géographique. Autre particularité : les problèmes économiques en raison de la désindustrialisation pèsent comme une chape de plomb sur les habitants qui sombrent souvent dans le fatalisme, ce qui n'est pas vrai partout. Comment ailleurs des habitants confrontés à des problèmes similaires trouvent la motivation pour se prendre en main ? Comment travailler la mobilité mentale et physique si nous-mêmes nous ne bougeons pas ? Comment entretenir une dynamique interculturelle qui nous est chère ? Ce sont toutes ces questions qui nous ont donné envie d'intégrer la démarche Fab'us qui nous permet d'organiser un cycle de stages d'observation à l'étranger pour des bénévoles et des salariés de centres sociaux. Ces séjours sont pris en charge financièrement par l'Union européenne dans le cadre du dispositif Erasmus+.

Fin 2016, nous étions 9, issus de 7 fédérations différentes, à nous rendre à Liège en Belgique pour aller à la rencontre de plusieurs structures tels que Peuple et culture, une association d'éducation populaire qui travaille beaucoup sur le pouvoir d'agir. Nous avons également échangé avec des jeunes et des professionnels de l'animation issus d'un quartier difficile qui œuvrent pour en changer l'image, des professionnels d'une association qui s'engagent auprès de familles demandeuses d'asile... Nos prochaines destinations : Lleida (Espagne) où des voisins s'organisent pour compléter ou se substituer à des services publics en voie de disparition, Stockholm où une association utilise le multimédia pour favoriser le pouvoir d'agir...

A chaque fois ce ne sont pas les mêmes personnes qui partent afin de faire profiter le plus de monde possible à ces découvertes d'autres pratiques qui font sens par rapport à notre territoire, à nos actions et à notre projet social. »

transmettre à leur tour aux centres sociaux et aux collègues souhaitant devenir formateurs. Les chiffres illustrent la force du collectif: 19 fédérations impliquées depuis le début de l'essaimage, une dizaine de sessions organisées chaque année depuis 2015 dans le réseau et 13 prévues pour 2017, chacune des sessions regroupant entre 12 et 40 participants. 33 acteurs du réseau sont aujourd'hui devenus formateurs-référents « actions collectives » en mesure d'animer cette formation. En tout, on peut estimer à 800 acteurs du réseau des centres sociaux, salariés comme bénévoles, ont participé à cette formation depuis son origine. En 2017, près de 250 personnes devraient vivre cette formation-action. Cette démarche illustre l'impact de la coopération inter-fédérale, via la co-formation pour partager les outils et compétences. Cette même méthode de formation est également proposée au réseau pour la formation « Pilotage de centre social et développement du pouvoir d'agir » qui s'adresse à des binômes salarié-bénévole.

- **Poursuite du travail sur l'avenir des modèles économiques**

En 2016, le travail coopératif de réflexion sur l'avenir des modèles économiques des centres sociaux s'est poursuivi par la constitution d'un groupe dit « expert » (c'est-à-dire composé de praticiens-experts de la thématique, à durée déterminée). Trois axes de travail sur la question des modèles économiques ont été identifiés en 2015 à l'occasion de premiers temps d'échanges entre délégués en juillet et entre présidents fédéraux en décembre : qualifier davantage nos relations avec les pouvoirs publics, expérimenter de nouveaux leviers d'action, sensibiliser l'ensemble des acteurs du réseau à la question. Afin de travailler ces différents axes et construire un plan d'action à mettre en débat au séminaire annuel du conseil d'administration de la FCSF organisé fin juin, a été constitué un groupe expert, composé d'acteurs de fédérations et de centres sociaux. Ce groupe avait aussi comme mandat de préparer l'organisation d'une « tournée » à venir : des rencontres régionales dans le but de partager l'ensemble des réflexions et pistes d'action

identifiées jusqu'alors. Une première rencontre de ce groupe a eu lieu en mai 2016. Celle-ci a permis de réaliser « en vrac » une cartographie de leviers à investir (mutualisation / coopération inter-centres, projets d'économie sociale, levée de fonds, alliance avec les pouvoirs publics, relations aux entreprises, etc.) Une deuxième rencontre a eu lieu en juin dans le but de proposer, à partir de ces thématiques, des pistes de travail nationales et d'élaborer le cahier des charges de la « tournée ». Parmi les besoins ont été évoqués des actions d'acculturation et de formation, de conseil sur des aspects juridiques et fiscaux, d'échanges d'expériences ou d'études permettant de valoriser l'impact de nos actions sur les territoires. A partir de l'ensemble de ces éléments validés au séminaire annuel des administrateurs nationaux, a été lancée en septembre la préparation des rencontres régionales, qui auront lieu entre février et avril 2017.

## En bref :

- **Une assistance mutualiste pour les sites hébergés sur [centres-sociaux.fr](http://centres-sociaux.fr)**

Forte du succès de la plateforme mutualiste d'hébergement de sites internet de centres sociaux et de fédérations sur [centres-sociaux.fr](http://centres-sociaux.fr) (plus de 400 sites hébergés), la FCSF a proposé à l'ensemble des fédérations d'améliorer la qualité de ce service en partageant les frais permettant de rémunérer un technicien spécialiste, chargé d'assurer la maintenance de la plateforme et de répondre aux questions des utilisateurs. La FCSF prend ainsi en charge la moitié de la rémunération de ce technicien, l'autre moitié étant prise en charge par les fédérations, au pro rata du nombre de sites créés sur leur territoire. Ce système est fonctionnel depuis début 2016.

- **Séminaire des délégués fédéraux (juillet 2016) consacré à l'avenir des fédérations**

Articulé en deux temps, ce séminaire qui a rassemblé une cinquantaine de délégués des fédérations et de la FCSF, a initié dans un premier temps une démarche de prospective assez large pour tenter de repérer quelques tendances lourdes pour les années à venir dans notre secteur d'activité. Dans un deuxième temps nous avons tenté d'en tirer des tendances pour la vie fédérale des années à venir et du profil de délégué dont aura besoin notre réseau. Les résultats de ces travaux ont fait l'objet d'un document de synthèse et les travaux se poursuivent pour co-construire des

éléments communs de vocabulaire et de repères pour bâtir une plus grande cohérence au sein des postes de délégués d'un département à l'autre.

- **Service civique**

Pourquoi parler du service civique dans cet axe de la coopération? Tout simplement pour préciser que le portage national de ce dispositif se fait de manière conjointe avec les fédérations locales! En effet, depuis septembre 2015, la FCSF a proposé de co-gérer le dispositif avec des référents de grandes régions (5 au total, en fonction de l'indicatif téléphonique), qui sont chargés de suivre les demandes d'accueil de jeunes en service civique émanant du réseau, de conseiller les fédérations locales et répondre à leurs questions. Ce système a été rendu possible par la mutualisation des moyens, la FCSF prélevant 15€ par mois et par jeune (sur les 100 € perçus par les structures d'accueil) pour financer la mise à disposition de référents dans le réseau.

## Axe D : communication

### Zoom :

- **Mieux faire connaître les centres sociaux auprès du grand public**

Pour faire en sorte que l'ensemble des citoyens connaisse mieux les centres sociaux, la FCSF a inscrit cette question au cœur de son projet fédéral. En 2016, à l'occasion de deux événements nationaux, la FCSF a intégré deux événements dits « grand public », c'est-à-dire ouverts aux habitants des villes les accueillant. Ce n'est pas un changement anodin dans nos façons de faire et de communiquer! Tout d'abord, « la Fête des Possibles », qui s'est déroulée le samedi 28 mai 2016, en plein centre ville de Bordeaux à l'occasion de l'AG de la FCSF. Les participants de l'AG, les bénévoles et salariés des centres sociaux girondins mais surtout les habitants de la ville, ont ainsi pu participer aux portes ouvertes du centre social Réseau Paul Bert, ainsi qu'à une animation baptisée « porteurs de parole », visant à provoquer du débat autour de questions de société dans l'espace public. Une vraie réussite dans la mesure où habitants et participants de l'AG ont pu se rencontrer dans ces différentes propositions, échanger ensemble sur ce que sont les centres sociaux. Ensuite, forte de l'expérience de la « Fête des



Possibles », la FCSF a proposé à l'occasion des JPAG d'Angers, une soirée (le mardi 22 novembre) intitulée « Festival des Possibles », où sur le même principe, 3 propositions étaient faites aux participants et aux habitants. En guise d'apéritif, une nouvelle animation de « porteurs de parole » était proposée sur une place publique d'Angers, suivie d'une projection gratuite du film « Demain », d'une conférence gesticulée sur le thème de l'économie et d'un concert! Ces trois propositions ont rencontré un franc succès, avec à chaque fois une moitié de participants des JPAG et une moitié d'habitants de la ville, qui avaient récupéré leur place au sein des centres sociaux au préalable. Ces deux actions marquent la volonté d'organiser nos rassemblements nationaux de manière plus ouverte sur la population des villes qui les accueillent, mais également une inspiration - nous l'espérons ! - pour les événements organisés à l'avenir par les centres sociaux et des fédérations!

- **« Agir près de chez soi »: un livre sur les centres sociaux !**

En matière de communication, 2016 aura été marqué par la rédaction d'un livre sur les centres sociaux, qui sera publié en janvier 2017 par les éditions de l'Atelier. Intitulé « Agir près de

chez soi » et écrit par Anne Dhoquois (ancienne rédactrice en chef du site « Place publique »), cet ouvrage est basé sur le témoignage de plus d'une centaine de salariés et de bénévoles du réseau, dans plus de 25 centres sociaux, aux quatre coins de la France. L'objectif est de montrer que notre réseau est d'ores et déjà en route sur la question du « pouvoir d'agir », à travers la description précise d'actions concrètes actuellement mises en oeuvre, plus ou moins significatives, mais qui toutes ont pour point commun d'être fondées sur l'énergie et l'envie des habitants. En écho à notre projet fédéral, l'ouvrage sera scindé en 3 parties : la première concernant les actions de « conscientisation », c'est-à-dire visant à faire prendre conscience aux habitants de leur capacité à agir; la seconde concernant les actions d'auto-organisation; et enfin la troisième consacrée aux actions qui mettent les habitants en situation de négocier ou d'interpeller les pouvoirs publics. Ce livre sera proposé à un tarif préférentiel aux centres sociaux et aux fédérations avant sa sortie publique, qui pourra être l'occasion d'organiser des événements (rencontres, débats, etc.) avec l'auteur et/ou les centres sociaux ayant témoigné dans le livre, partout où l'envie s'en fera sentir.



## En bref :

- **« C'est Possible ! », le journal qui donne envie d'agir !**

« C'est Possible! », c'est 8 pages d'informations, de témoignages et de mise en valeur de militants qui agissent au quotidien, d'actions qui visent à améliorer le quotidien des personnes et des territoires. Ce journal trimestriel se veut une vitrine de la richesse des actions menées dans les centres sociaux et les fédérations, des actions qui visent à renforcer la capacité des habitants à agir. Ce journal, c'est celui du projet fédéral, pour témoigner de ses avancées et des transformations en cours au sein du réseau. En 2016, le journal comptait 306 abonnés, pour plus de 360 abonnements, ce qui est encourageant, mais encore loin de toucher l'ensemble des centres sociaux adhérents à la FCSF, un défi à atteindre le plus vite possible, « C'est Possible! » étant voué à s'arrêter à l'issue du projet fédéral en 2022. Si vous n'êtes pas abonnés, n'attendez pas !

- **Développer l'usage de la visioconférence dans notre réseau fédéral**

Suite au vœu de la Fédération de Bretagne à l'AG de 2014, la FCSF a mené une étude sur le sujet de visioconférence et, suite à ce travail comparatif, fait l'acquisition fin 2015 de plusieurs licences d'utilisation d'un logiciel de web-conférence baptisé Vidyo. L'avantage de ce logiciel par rapport aux solutions gratuites (type Skype) étant l'extrême simplicité de l'utilisation (les participants ont juste à cliquer sur un lien pour rejoindre la conférence), la possibilité de rassembler jusqu'à 25 participants et celle de partager des documents pendant la conférence. Grâce à cette solution, l'usage de visioconférence s'est petit à petit installé au sein de la FCSF, mais se heurte à deux problèmes, du côté des participants: le faible débit de certaines connections et/ou la vétusté de leur matériel informatique. L'expérimentation va néanmoins se poursuivre avec le projet de proposer cette solution aux fédérations qui le souhaitent.

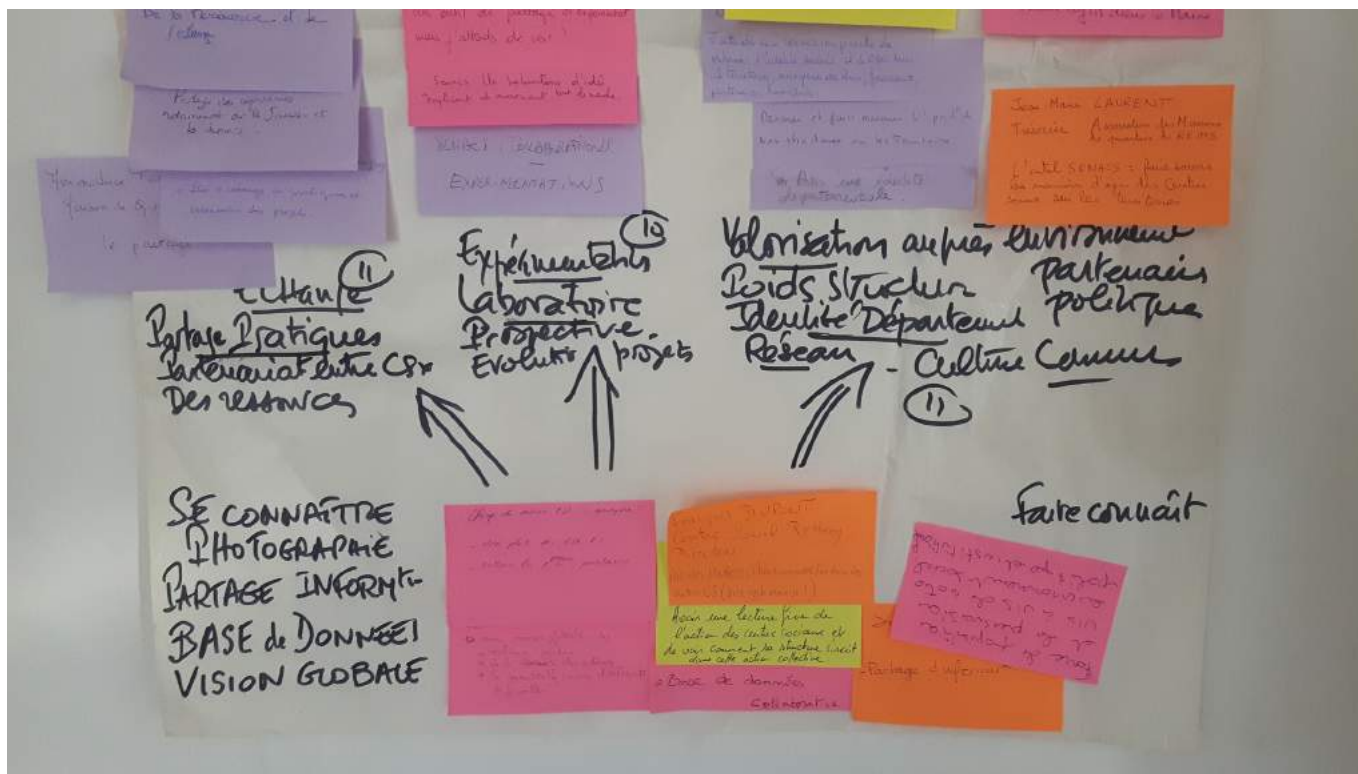
# Témoignage

## Olivier Joulain, chargé de mission à la fédération Maine et Loire / Mayenne, à propos du festival des Possibles.

« Dans le cadre des Journées professionnelles de l'animation globale (JPAG) qui se déroulaient en novembre à Angers, nous avons organisé un événement festif, gratuit et ouvert à tous les habitants : le Festival des possibles.

Cette manifestation a pour origine une réflexion menée par la FCSF : profiter des Temps fédéraux organisés régulièrement partout en France pour faire connaître au grand public ce que sont les centres sociaux. Pour construire le programme du festival, notre idée a été de partir de ce qui se fait dans les centres sociaux : la promotion du débat citoyen, les dimensions festive et culturelle de nos actions. Cela s'est donc traduit par l'animation d'un Porteur de paroles sur une place d'Angers en fin d'après midi. La question posée aux passants était : « Le peuple a-t-il du pouvoir ? ».

L'équipe bénévole d'une douzaine de salarié-es de plusieurs centres sociaux a échangé avec plus de 50 personnes. Puis, en début de soirée, nous proposons un débat à partir de la projection du film « Demain » dans un cinéma d'arts et d'essais, une conférence gesticulée autour d'une pensée critique de l'économie dans une boîte de nuit et un concert d'un groupe local de calypso dans un bar. Bien que gratuits, les spectateurs devaient retirer des tickets dans trois centres sociaux de l'agglomération. L'occasion pour les habitants de découvrir le panel de nos activités. Au final, avec ce Festival des possibles, nous avons atteint notre objectif : toucher des gens qui ne connaissent pas notre réseau. Sur l'ensemble des activités, 1/3 des participants étaient inscrits aux JPAG, un gros tiers étaient des bénévoles de centres sociaux et le dernier 1/3 des personnes ne fréquentant pas du tout les centres sociaux. Cette expérience nous a beaucoup plu et nous envisageons d'organiser, en 2018, un nouveau Festival des possibles à l'échelle locale pour promouvoir l'action des centres sociaux adhérents à la fédération. »



## BILAN 2016 #3

# APPUI ET DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU

En matière d'appui et d'accompagnement du réseau fédéral, l'année 2016 a été marquée par un soutien particulier aux dynamiques de structuration des fédérations à l'échelle des nouvelles « grandes » régions ainsi que par la création d'une nouvelle fédération: la fédération inter-départementale de Garonne-Occitanie (FIGO) sur le territoire de « l'ancienne » région Midi-Pyrénées.

**L**a fonction nationale d'appui au réseau recouvre l'animation des relations que la FCSF entretient avec ses adhérents: les fédérations reconnues et les centres sociaux adhérents directs quand il n'y a pas de fédérations. Reposant sur des multiples prises de contacts et déplacements, sa mise en œuvre est l'affaire de toute l'équipe.

Elle est notamment suivie par le bureau fédéral qui a mandaté un groupe stratégique, composé d'un délégué et d'administrateurs fédéraux, chargé de la mise en œuvre de cette fonction.

Après des fédérations, la mission se décline aussi bien dans la réponse aux sollicitations, l'appui à l'exercice des fonctions fédérales de base, l'appui au développement de coopérations inter fédérales et des temps de rencontres décentralisés sur des chantiers nationaux (SENACS, développement des MSAP, vieillissement, etc.).

Concernant l'année 2016 on notera plus particulièrement le développement de la démarche SENACS sur l'ensemble du réseau national, le développement de plateformes de coopération à l'échelle des nouvelles régions en vue de créer progressivement de nouvelles entités fédérales.

L'appui aux adhérents directs concerne le lien avec les centres sur des territoires dépourvus de fédérations. Outre les sollicitations multiples, la FCSF cherche à développer un travail de proximité par des déplacements pour développer du fédéralisme via des réseaux fédéraux en constitution ou missions d'appui.

En matière d'appui aux adhérents directs, l'année 2016 aura été marquée par le développement des déplacements auprès des ces adhérents, le développement des interventions Outre-mer, le développement d'une convention de coopération avec la Caf de l'Eure et des travaux conduisant à la perspective de création de fédérations en 2017 sur la Meurthe et Moselle et la Sarthe.

## Création de la Fédération inter-départementale Garonne-Occitanie (FIGO)

Le début de l'année 2016 a vu la naissance officielle de la Fédération Interdépartementale des Centres Sociaux Garonne Occitanie, marquant l'aboutissement d'un patient travail de maillage, de rencontres et de mise en réseau des acteurs des centres sur les 8 départements que compte l'ancienne région Midi-Pyrénées. Forte d'un conseil d'administration composé de bénévoles, de salariés mais aussi d'élus municipaux des différents départements, la fédération s'affirme dans le cadre d'un projet fort et ambitieux. Les 8 départements constituent une véritable mosaïque de territoires ruraux et urbains dont l'attractivité économique et environnementale a parfois tendance à masquer des réalités sociales compliquées (isolement, devenir des services publics, pauvreté, mixité sociale, santé, vieillissement, etc.). Dans ce contexte, La fédération entend répondre aux besoins, attentes et aspirations des acteurs des centres en appuyant ou développant une vie fédérale sur chaque département et en multipliant les occasions des coopérations inter centres. Elle entend aussi développer les alliances et coopérations entre le réseau et partenaires locaux pour travailler à l'émergence de réponses nouvelles concernant le « vivre ensemble ». Elle entend enfin constituer progressivement par la mise en réseau des savoir-faire des acteurs des centres un véritable laboratoire pour développer les initiatives et faire bouger les territoires.

2016 a vu le développement de temps forts sur les départements, la création d'un réseau de correspondants territoriaux, d'outils de communication prenant en compte l'éloignement (visio-conférence, Facebook, etc.), des temps d'échanges de pratiques sur les questions qui touchent les territoires, (vieillesse, citoyenneté, jeunesse, etc.). 2016 aura également été marqué par les travaux avec la Fédération du Languedoc-Roussillon qui se sont concrétisés par la création de l'Union fédérale des centres sociaux Occitanie (UFO), qui travaille à la prise en compte des deux réseaux fédéraux avec la région Occitanie et l'élaboration d'une politique de formation à l'échelle de la région.

En outre, la mission d'appui au réseau a mené un certain nombre de travaux transversaux, à la demande de la FCSF ou des fédérations. En 2016 ces travaux ont porté sur l'écriture du projet de règlement intérieur de la FCSF (suite de l'adoption des statuts), l'appui aux initiatives des fédérations pour s'organiser à l'échelle des nouvelles régions et les suites du vœu adopté à l'assemblée générale 2015 demandant aux instances d'étudier sur des nouvelles bases le calcul des adhésions pour des institutions multi-gestionnaires.

## 1. APPUI AUX FÉDÉRATIONS

La carte ci-contre nous montre les facettes de cet appui et la multiplicité des déplacements. Les principales formes d'interventions ponctuelles sont :

- des demandes d'informations et de documentation ;
- des Interventions ponctuelles sur un chantier ou une question « politique » sous forme d'une intervention en AG, CA ou réunion fédérale ;
- des coopérations ponctuelles : recrutement, restructuration, aide au montage de formation, co-animation de temps forts (journée départementale, journée des directeurs, congrès, séminaire, etc.)

Ces interventions peuvent également porter sur des réflexions stratégiques de la fédération: appui aux prises de décisions sur le devenir de la fédération (développement, partenariats, rédaction ou réécriture de statuts, réflexion sur l'adhésion-reconnaissance, etc.). Enfin, notons les nombreuses interventions des membres du Comité technique national (CTN) concernant les demandes du fonds mutualisé.

Enfin, il est proposé aux « jeunes fédérations » de développer une convention d'accompagnement. Une convention de « compagnonnage » a été travaillée avec la toute jeune fédération Garonne -Occitanie portant sur l'appui aux instances dans l'appropriation des fonctions fédérales de base, l'embauche d'un délégué, la prise en compte des travaux nationaux (prévention du vieillissement, communication) et l'appui à la mise en œuvre de son projet.

### Pays de Loire

#### Union régionale

- participation à une rencontre du conseil d'administration

#### Maine et Loire Mayenne

- intervention lors de la journée « parentalité »
- travail avec commission « adhésion »
- travaux sur l'accueil JPAG

#### Loire Atlantique

- temps de remonte avec la ville de Saint-Nazaire

### Grande Aquitaine

#### Grande région

- participation aux travaux URECSO/Aquitaine

#### Gironde

- démarche de rapprochement de la fédération avec l'association ASTER
- participation aux instances
- travaux pour l'accueil de l'Assemblée générale de la FCSF

#### Dordogne

- appui aux travaux de la fédération sur sa gouvernance
- démarches auprès de la ville de Bergerac

#### Poitou-charentes

- participation aux travaux sur SENACS
- rencontre sur la mise en place des MSAP avec la CDC

#### Charente

- intervention auprès du collectif « éducation »

#### Charente-maritime

- rencontre du Bureau à l'occasion du séminaire du CA de la FCSF

#### Deux-sèvres

- participation à l'Assemblée générale

#### Vienne

- participation à la journée « santé »
- temps de travail avec bureau sur volet « éducation »

### Ile de France

#### Coordination Ile de France

- participation à une rencontre de la Coordination

#### Seine et marne

- travaux sur la politique de la ville
- étude recherche sur relations centres sociaux et élus

#### Paris

- temps de travail avec le délégué

#### Yvelines

- temps de travail avec les instances

### Hauts de France

#### Nord et Pas-de-calais

- accueil de le Rencontre nationale annuelle du Réseau jeunes des centres sociaux

#### Nord

- contribution aux travaux de mutualisation des équipes
- présence au 50° anniversaire de la Fédération du Nord

#### Picardie

- travaux avec les centres sociaux de l'Oise sur la perspective de création d'une entité fédérale picarde
- lancement de la démarche SENACS dans l'Aisne

### Grand Est

#### Alsace

- participation à la rencontre fédérale sur la question de l'économie des centres sociaux
- temps de rencontre avec les instances

#### Lorraine

- travaux avec les instances des fédérations de Moselle, de Meuse et de l'Union Lorraine concernant le développement sur Meurthe et Moselle
- participation aux travaux de SENACS

### Bourgogne / Franche Comté

#### Grande région

- organisation d'un temps de rencontre Franche Comté/Bourgogne

#### Nièvre

- temps de rencontre avec les instances sur la réorganisation de la fédération et le recrutement du nouveau délégué

#### Côte d'or

- participation à l'organisation de la première journée départementale
- organisation d'un temps de rencontre sur l'intégration des MSAP dans les projets de centres avec le concours de la Caisse des dépôts.

### Rhône Alpes-Auvergne

#### Rhône

- comité de pilotage de l'étude sur l'évaluation des impacts des Rythmes scolaires

#### Deux Savoie

- rencontre Caisse des dépôts/FCSF sur MSAP
- participation à deux temps de séminaire du CA

### PACA

- participation aux travaux des instances des fédérations des Bouches du Rhône et de Vaucluse
- participation à la journée départementale de la fédération de Vaucluse
- participation aux travaux de SENACS

### Centre

- temps de rencontre avec les instances
- appui à la signature d'une convention avec la CARSAT concernant la prévention du vieillissement

### Bretagne

- participation au Congrès régional

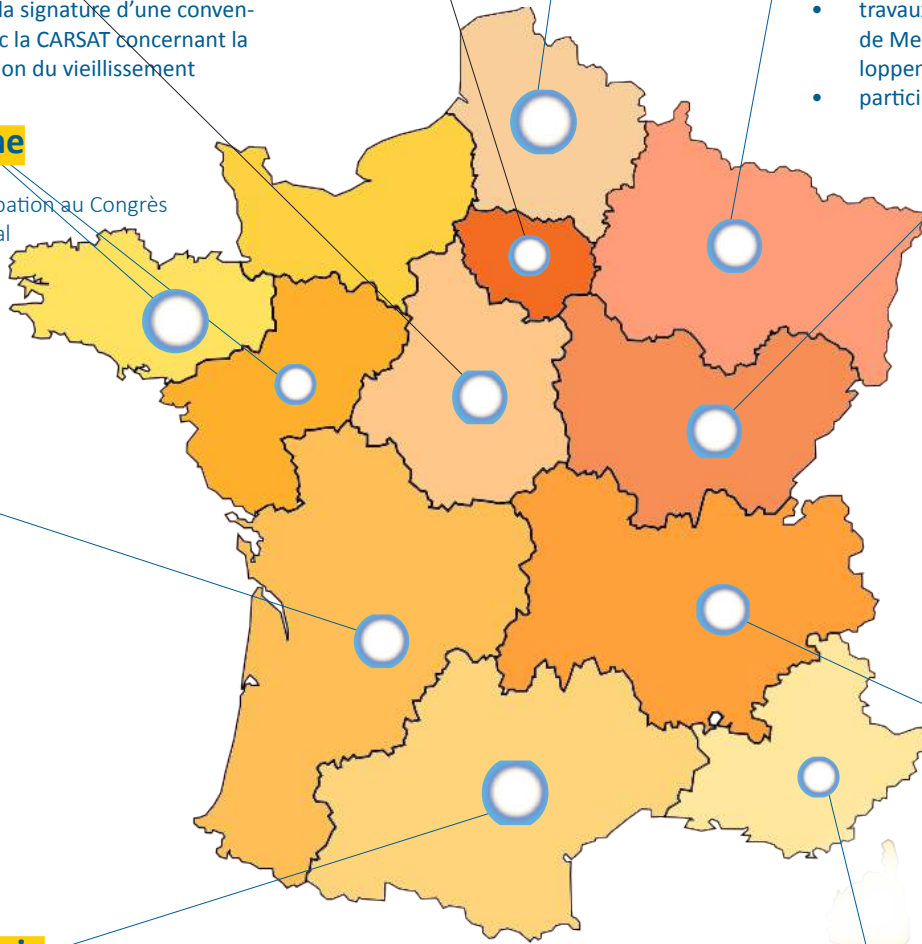
### Occitanie

#### Languedoc-Roussillon

- participation à une journée des directeurs (Maisons de services aux personnes)
- participation au lancement de la démarche SENACS

#### Garonne-Occitanie

- travaux relatifs à la convention de compagnonnage (accompagnement de la jeune fédération, démarches de création de réseaux fédéraux sur plusieurs départements)
- appui au lancement démarches communication, « bien vieillir », FAB'US et 1001 territoires
- organisation d'un temps de rencontre avec les élus sur le Gers sur « intercommunalités et centres sociaux » avec Mairie Conseils/Caisse des dépôts et soutien de la CAF
- approche régionale: participation aux instances de création de l'Union régionale et participation mission formation FCSF à une journée de réflexion



## 2. L'APPUI AUX ADHÉRENTS DIRECTS

Cet aspect de la fonction appui aux adhérents directs porte sur les interventions de la FCSF auprès des territoires dépourvus de fédérations. Une partie de la mission est assurée par une chargée de mission qui l'assure notamment auprès des centres présents sur les régions Normandie, Franche-Comté et les départements d'Outre-mer.

Il s'agit de renforcer la relation avec les adhérents directs, de proposer aux centres non-adhérents de rejoindre la fédération, de répondre aux sollicitations et apporter toutes les informations susceptibles d'intéresser les centres, d'appuyer les initiatives d'acteurs locaux visant à développer des temps de rencontres et de coopérations, voire à envisager de se transformer en réseau fédéral quand les conditions sont réunies. Il s'agit également de développer des conventions de coopération avec des CAF ou les collectivités locales et de contribuer au développement de la démarche SENACS. Pour cette année 2016 : on note un changement du nombre d'adhérents directs (71 au 31 décembre 2016, contre 92 en 2015), du

fait de la création de la nouvelle fédération inter-fédérale Garonne-Occitanie.

- **Meurthe et Moselle**

En lien étroit avec l'Union régionale Lorraine, il s'est agi d'appuyer les temps de rencontre des centres sociaux en vue de constituer un réseau fédéral. L'organisation d'une rencontre réunissant plus d'une centaine d'acteurs à l'occasion de la publication de la première enquête SENACS au cours de laquelle la CAF de Meurthe et Moselle a officialisé son soutien à la création d'une fédération a été incontestablement un temps fort. La qualité des relations a permis grâce au soutien de la FCSF, de la CAF et du Conseil départemental d'envisager rapidement une mission exploratoire de création d'une fédération par l'embauche d'un chargé de mission par l'Union régionale.

- **Oise**

Avec le soutien de la fédération de l'Aisne/Somme, la FCSF a réuni à plusieurs reprises les centres sociaux de l'Oise afin d'évoquer la construction d'une entité fédérale picarde.

# Témoignage

## 3 questions à Marie Louemba, conseillère territoriale à la CAF de la Martinique

### **Pourquoi avoir entamé des démarches pour la création de centres sociaux en Martinique ?**

**M.L. :** La Martinique a une vie associative très riche mais la plupart de ces organisations sont financées sur fonds propres ; nous avons entamé les démarches de création d'espaces de vie sociale et de centres sociaux afin de mobiliser des subventions nationales et ainsi soutenir et/ou développer les actions de proximité. La structure « centre social » est celle qui correspond le mieux aux besoins du territoire et à notre souhait de valoriser l'auto-organisation des habitants et le développement des politiques publiques.

### **Concrètement, de quelle aide avez-vous bénéficié pour mener à bien cette démarche ?**

**M.L. :** Depuis dix ans, nous accompagnons des Espaces de vie sociale ; deux d'entre eux – l'association Alliance sociale au Marin et l'association Dorothy à Fort de France - avaient l'ambition de devenir des centres sociaux mais pour y parvenir la professionnalisation de ces structures était indispensable. C'est dans ce cadre

que nous avons fait appel à la fédération nationale afin de bénéficier d'une formation en octobre 2016 sur la définition des postes clés – directeur, chargé d'accueil, référent famille – et des compétences nécessaires au bon fonctionnement de ces structures. La participation des habitants, le rôle des administrateurs, la gestion financière, le partenariat renforcé autour du projet social ont également été abordés. Les équipes de bénévoles et de salariés ont ainsi pu travailler sur leurs pratiques et commencer à s'approprier les fondamentaux d'un centre social.

### **Quelles ont été les premières actions des deux centres sociaux ?**

**M.L. :** Dès leur création en 2017 chaque centre social a recruté un directeur et nommé un référent familles. D'ores et déjà nous avons constaté qu'il est plus simple pour ce type de structure de mobiliser des partenaires. Des réunions rassemblant les différents acteurs des territoires concernés se sont du reste déjà tenues.

- **Sarthe**

L'association des centres sociaux qui réunit les centres agréés par la CAF a continué de travailler à l'hypothèse de création d'une fédération. Une démarche de faisabilité est en cours. L'ensemble des centres sociaux a été rencontré. Un rendu a été fait au cours d'une rencontre le 4 décembre qui a validé à la quasi-totalité des participants cette option. Un chargé de mission a été embauché et prépare avec l'association les futures étapes qui doivent concourir à une première Assemblée générale avant l'été 2017.

- **Limousin**

La FCSF s'associe aux travaux que l'URECSO mène sur cette région (animation de la démarche SENACS, prise de contact avec les centres, etc.) et a notamment accompagné la création dans la Creuse d'un centre social.

- **Normandie**

En 2016, le travail d'appui de la FCSF a porté sur d'une part le suivi de SENACS dans cette région et d'autre part sur la préparation avec les centres sociaux adhérents d'une rencontre avec la CARSAT. En Seine Maritime, le « Réseau des centres sociaux 76 », créé en janvier 2015, a été soutenu dans ses démarches de demande de subventions auprès de leurs partenaires locaux et sur l'appui au développement de leur vie associative. Le centre social de Gonfreville l'Orcher a également bénéficié d'un accompagnement dans l'organisation des festivités de ses 20 ans d'activité. Dans l'Orne, un travail a été mené avec le centre social de la Croix Mercier à Alençon, sur la préparation d'un séminaire d'administrateurs/salariés. Dans l'Eure, la présence de la FCSF a porté son action autour de la préparation et l'appui à l'organisation d'une rencontre départementale en juin sur le schéma d'Animation de la vie sociale. Une convention de partenariat a ainsi été actée pour les années 2016/2017, accompagnée de deux avenants relatifs à des formations à développer et à la mise en œuvre de SENACS dans l'Eure et au niveau régional.

- **Franche-Comté**

Le suivi du territoire franc-comtois a porté sur l'animation d'une démarche collective auprès de l'association régionale des centres sociaux dans le cadre de leur Assemblée générale et de deux

conseils d'administration, ainsi que sur le suivi de la démarche globale SENACS avec la CNAF.

- **Outre-mer**

Du côté des DOM TOM, notamment concernant l'île de la Réunion, l'appui de la FCSF a été fait, cette année encore, par téléphone et par mail afin de répondre aux questions et attentes des acteurs des centres. A Mayotte, à la suite de l'interpellation d'acteurs bénévoles pour que des démarches soient engagées pour y développer des centres sociaux, un premier état des lieux avait montré que l'île avait de gros besoins de structures telles que des espaces de vie sociale ou des centres sociaux. Des échanges se sont poursuivis en 2016. En Martinique, 2016 a permis de développer une forme de coopération entre la FCSF et la CAF de l'île, qui a porté sur la mise en œuvre d'une formation-action de 8 jours dont l'objectif était de permettre l'émergence d'acteurs professionnalisés pouvant contribuer à la politique d'animation de la vie sociale. Des temps d'appui individuels des deux centres sociaux martiniquais et des séances de travail avec les partenaires institutionnels ont également été réalisés.

## Le mode de calcul de la cotisation fédérale

L'Assemblée générale de 2015 de la FCSF a adopté le vœu présenté par la Fédération des centres sociaux du Languedoc-Roussillon demandant au Conseil d'administration de la FCSF de mener une réflexion visant à reconsidérer le calcul du montant de la cotisation pour les centres sociaux gérés par une institution multi-gestionnaires. Pour ce faire, un groupe de travail a été constitué, qui s'est réuni à 3 reprises. Sur la base du rapport que ce groupe a produit, le CA a présenté une motion à l'Assemblée générale 2016, adoptée par nos adhérents. Elle réaffirme l'attachement aux dispositions en vigueur concernant les modalités de calcul de la cotisation, à savoir l'adhésion pour les centres sociaux sur le principe d'un centre = un projet = une adhésion et une reconnaissance = une cotisation. Il s'agit d'une cotisation globale, calculée par la fédération locale, comprenant une part nationale s'appliquant sur tout le territoire (adhésion + alimentation des 2 fonds: FO.S.FOR.A. et Fonds mutualisé) et une part locale, qui varie d'une fédération à une autre.

# LE FONCTIONNEMENT DE LA FCSF

## Le Bureau et le Conseil d'Administration de la FCSF

Le Conseil d'Administration s'est réuni 9 fois en 2016, à la fois pour débattre de sujets d'actualité, suivre des chantiers en cours, partager les actualités du réseau, les projets, l'étude des demandes de Fonds Mutualisés, d'Ingénierie FO.S.FOR.A. pour la formation des bénévoles et d'adhésion-reconnaissance. Un séminaire des administrateurs a été organisé en juillet à La Rochelle, centré sur la mise en oeuvre de rencontres régionales sur l'avenir de l'économie des centres sociaux.

### Bureau

#### La Présidente

Claudie MILLER (Fédération des Deux Savoie) -  
(Représentante CNLE)

**Vice-président :** Dominique GARET  
(Fédération du Pas-de-Calais)

#### Trésorière adjointe

Michèle TRELLU  
(Fédération de Bretragne)

#### Trésorier

Sébastien CHAUVET  
(Fédération de Seine-et-Marne)

#### Secrétaire

Martine WADIER  
(Fédération des 2 Savoie)  
(Représentante CNLE)

Nicolas OBERLIN  
(Fédération de Paris)

### Membres élus

Winston BRUGMANS  
(Fédération de Gironde)  
Michel BRULIN  
(Fédération du Nord)  
Alain CALONE  
(Fédération de la Côte d'Azur)  
Francisco GARCIA-CANELO  
(Fédération de Seine-Saint-Denis)  
Nadia MERAKCHI  
(Fédération de Seine-Saint-Denis)  
Francine DELODE  
(Fédération du Languedoc-  
Roussillon)  
Nicolas OBERLIN  
(Fédération de Paris)  
Alain TOMEIO  
(Espace Initiatives Pays de Mirepoix)  
Nabil KOUIDI  
(Fédération du Val d'Oise)  
Véronique MAGOT-ESTEVE  
(Union des Bouches-du-Rhône)  
Alain GOGUEY  
(Fédération du Nord)  
Stéphane COUDRET  
(Fédération de Charentes)

### Membres de droit

Pour la Caisse Nationale  
d'Allocations Familiales (CNAF):  
Titulaires : Christian CAILLIAU  
– Saliha FELLAHI-BOURDIEU  
Suppléants : Jean-Yves DELANOY  
– Jacques RIMEIZE et Jean Marc  
BEDON / Eric DESROZIERES

Pour la Caisse Centrale de  
Mutualité Sociale Agricole (CCMSA):  
Isabelle OUEDRAOGO (titulaire) –  
Jean Claude OLIVERA (suppléant)

### Membres associés et cooptés

Jacques ELOY (Mémoires  
Vives Centres Sociaux)

### Membres invité(e)s

Josiane PETITJEAN



## L'équipe Montcalm

L'équipe de salariés de la rue Montcalm

### Délégation Générale

**Délégué Général**  
François VERCOUTERE  
**Délégués Généraux Adjoint**  
Jean-Marie LAURENT -  
Xavier LIONET

### Pôle Gestion

**Responsable du Pôle**  
Dalila BELABBAS-BENGRAA  
**Comptables**  
Miguel LEITE  
Minh NGO

### Délégué(e)s fédéraux, chargé(e)s de l'appui au réseau

Patricia BRENNER  
Caroline LADOUS  
Julien BASTIDE  
Benjamin PIERRON  
Isabelle FOUCHER  
Denis TRICOIRE

Jérémy LOUIS  
Chargé de mission -  
Tables de quartiers

### Pôle des Assistantes fédérales

**Responsable du Pôle**  
Muriel BODEAU

**Assistantes**  
Nathalie BARRAUD  
Sylvie BLASER  
Malika CLUZE

### Référents locaux sur le dispositif des aides aux projets vacances

Jérôme BLANCHARD  
(Poitou Charentes)  
Hervé HAUDIQUET  
(Nord - Pas de Calais)  
Aurore SAADA  
(Seine et Marne)  
Chantal THOLOZAN  
(PACA)  
Rodolphe DEVALCOURT  
(Languedoc Roussillon)  
Elisabeth LEDUC  
(Picardie)  
Guillaume SAMSON  
(Essonne - Val de Marne)

### Correspondants régionaux du Comité Technique National pour la gestion du Fonds mutualisé

François BERNARD  
(Délégué - Fédération  
des CSX de l'Ain)  
Raymond PETERSEN  
(Délégué - Fédération des  
CSX de Seine et Marne)  
Christiane ZIMMER  
(Déléguée - Fédération  
des CSX du Rhône)  
Georges BRAY  
(Délégué - URECSO)

### Chargés de missions thématiques

Luc ROUSSEL et Frédéric  
MOREAU (DSL, enjeux de  
prévention et solidarité entre  
les âges sur les territoires)  
Thierry LEGER  
et Christophe RINGOT (Culture)  
Jean-Luc GROLLEAU (Influence)  
Jean-Luc GROSBOIS et Myriam  
TIERCE-MONIER (Qualification)  
Corinne MORELLI  
(Développement du réseau)

### Référents régionaux du Service Civique

Joël Oucenie (Ile de France)  
Zohra Hamou-Ladj (Nord-Pas-de-  
Calais, Picardie, Alsace, Bourgogne,  
Lorraine, Franche-Comté)  
Sylvaine Antouli (Rhône-  
Alpes, Auvergne, PACA,  
Languedoc-Roussillon)  
Jessica Vincent (Aquitaine,  
Midi-Pyrénées, Limousin,  
Poitou-Charentes)  
Olivier Joulain (Bretagne, Pays de  
la Loire, Centre, Normandie)

# LES RESSOURCES DE LA FCSF

Disponibles en ligne ou sur demande !

## Les publications 2016



La plaquette nationale Senacs 2016



"C'est possible" n° 5, 4 numéros parus



Rapport Biennal "Paroles d'habitants" "Tisser la confiance"



Catalogue de formation 2017

## Les vidéos 2016



Vidéo accueil migrants



Vidéo des JPAG



Vidéo Réseau jeunes

## Les sites Internet

- Le site des centres sociaux : [www.centres-sociaux.fr](http://www.centres-sociaux.fr)
- Le réseau collaboratif des centres sociaux – RECO : <http://centres-sociaux.fr/>
- La bourse d'emploi : <http://emploi.centres-sociaux.fr/>
- La page facebook des Centres sociaux et socioculturels de France
- SENACS, système d'échange national des centres sociaux : <http://www.senacs.fr/>
- Le compte twitter de la FCSF : <http://twitter.com/centresociaux>
- La plateforme des Conseils citoyens : <http://conseilscitoyens.fr>



## La FCSF est soutenue par

Caisse Nationale des Allocations Familiales  
(CNAF)



Aiga



Crédit Coopératif



Chorum



Agence nationale  
des chèques-  
vacances  
(ANCV)



Direction  
Générale de la  
Cohésion Sociale  
(DGCS)



Ministère de  
la Jeunesse et  
des Sports



Ministère de la  
Culture et de la  
Communication



Commissariat  
général à l'égalité  
des territoires



La Caisse  
Centrale de la  
Mutualité Sociale  
Agricole  
(CCMSA)



La Caisse  
Nationale  
d'Assurance  
Vieillesse  
(CNAV)



Mairie-conseils

Fédération des centres Sociaux et Socioculturels de France [FCSF]

10, rue Montcalm - BP 379

F-75869 Paris Cedex 18

<http://www.centres-sociaux.fr>

Tél. 01 53 09 96 16 - Fax : 01 53 09 96 00

Email : [fcsf@centres-sociaux.asso.fr](mailto:fcsf@centres-sociaux.asso.fr)